



# RAPPORT ANNUEL 2011



*Bâtiment « l'Arc » d'Eurojust*

# TABLE DES MATIÈRES

<b>REMARQUE CONCERNANT LA DÉCISION INSTITUANT EUROJUST .....</b>	<b>6</b>
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>8</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>11</b>
<b>1 ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES.....</b>	<b>13</b>
1.1 Introduction.....	13
1.2 La coopération judiciaire et Eurojust.....	13
1.2.1 Difficultés et bonnes pratiques .....	13
1.2.2 Les réunions de coordination.....	15
1.2.3 Les centres de coordination .....	15
1.2.4 Les articles 6 et 7 de la décision Eurojust.....	17
1.2.5 Les conventions d'entraide.....	19
1.2.6 Obstacles liés au recueil et à la recevabilité des preuves .....	19
1.2.7 Prévention et résolution des conflits de compétence .....	21
1.2.8 La transmission des procédures répressives .....	22
1.2.9 L'échange de casiers judiciaires .....	22
1.2.10 Les mandats d'arrêt européens .....	23
1.2.11 Les décisions de gel de biens .....	26
1.2.12 La confiscation et la récupération des actifs.....	27
1.2.13 Les livraisons contrôlées.....	28

1.3 La coopération judiciaire dans les domaines prioritaires de la criminalité .....	30
1.3.1 Le terrorisme .....	30
1.3.2 Le trafic de stupéfiants .....	30
1.3.3 La traite des êtres humains .....	31
1.3.4 La fraude .....	32
1.3.5 La corruption .....	34
1.3.6 La cybercriminalité .....	34
1.3.7 Le blanchiment d'argent .....	35
1.3.8 Les autres activités relevant de la criminalité organisée .....	36
1.4 Les équipes communes d'enquête .....	38
1.5 Les dossiers soumis à Eurojust impliquant des États tiers .....	41

## **2 RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS ET PARTENAIRES DE L'UE ..... 45**

2.1 Relations institutionnelles .....	45
2.1.1 Le Parlement européen .....	45
2.1.2 Le Conseil de l'Union européenne .....	45
2.1.3 La Commission européenne .....	46
2.2 Les réseaux de praticiens .....	46
2.2.1 Le Réseau judiciaire européen .....	47
2.2.2 Le Secrétariat du réseau des ECE .....	47
2.2.3 Le Réseau européen de points de contact traitant des personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre .....	48
2.2.4 Le Réseau européen de formation judiciaire .....	48
2.2.5 Le Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs de poursuites publiques des États membres de l'UE .....	48
2.3 Agences et organes de l'UE .....	49
2.3.1 Europol .....	49
2.3.2 L'OLAF .....	50

2.3.3	Frontex .....	51
2.3.4	Le CEPOL .....	52
2.3.5	Les directeurs des agences œuvrant dans le domaine JAI.....	53
2.4	Les relations avec les États et organisations extérieurs à l'Union européenne.....	53

### **3 LE RENFORCEMENT D'EUROJUST, SON AVENIR ET LES ÉVOLUTIONS DANS LE DOMAINE ADMINISTRATIF..... 55**

3.1	La mise en œuvre de la décision du Conseil sur le renforcement d'Eurojust.....	55
3.2	Le groupe de travail sur l'avenir d'Eurojust.....	57
3.3	Évolutions administratives .....	58
3.4	L'accès du public aux documents d'Eurojust .....	60

### **4 SUIVI DES CONCLUSIONS DU CONSEIL ..... 63**

### **ANNEXE ..... 69**

Graphique 1	– Évolution du nombre de dossiers de 2002 à 2011.....	69
Graphique 2	– Dossiers bilatéraux/multilatéraux .....	70
Graphique 3	– Nombre de dossiers ouverts et clôturés entre 2003 et 2011.....	71
Graphique 4	– Classification générale des dossiers .....	72
Graphique 5	– Types de criminalité prioritaires dans les dossiers d'Eurojust .....	73
Graphique 6	– Types de criminalité prioritaires et autres types de criminalité dans les dossiers d'Eurojust .....	74
Graphique 7	– Dossiers d'Eurojust, pays requérants .....	75
Graphique 8	– Dossiers d'Eurojust, pays requis .....	76
Graphique 9	– Nombre de dossiers traités lors de réunions de coordination .....	77
Graphique 10	– Réunions de coordination, pays requérants.....	78
Graphique 11	– Réunions de coordination, pays requis .....	79

## Remarque concernant la décision instituant Eurojust

*Décision Eurojust* – La décision du Conseil du 28 février 2002 portant création d'Eurojust dans le but de renforcer la lutte contre la criminalité grave, amendée par la décision du Conseil 2009/426/JAI du 16 décembre 2008 relative au renforcement d'Eurojust, sera désignée ci-après « décision Eurojust ».

Une version consolidée de la décision Eurojust, préparée par le Secrétariat général du Conseil à des fins d'information uniquement, est disponible sur notre site Internet à l'adresse [www.eurojust.europa.eu](http://www.eurojust.europa.eu).

# Liste des abréviations

<b>AWF</b> .....	Fichier d'analyse ( <i>Analysis work file</i> )
<b>CEPOL</b> .....	Collège européen de police
<b>CMS</b> .....	Système de gestion des dossiers ( <i>Case management system</i> )
<b>COSI</b> .....	Comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure
<b>ECE</b> .....	Équipe commune d'enquête
<b>EIO</b> .....	Décision d'enquête européenne ( <i>European investigation order</i> )
<b>EMCO</b> .....	Évaluation de la menace que représente le crime organisé
<b>ENCS</b> .....	Système national de coordination d'Eurojust ( <i>Eurojust National Coordination System</i> )
<b>Frontex</b> .....	Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne
<b>MAE</b> .....	Mandat d'arrêt européen
<b>MLA</b> .....	Entraide judiciaire en matière pénale ( <i>Mutual legal assistance</i> )
<b>OCC</b> .....	Dispositif permanent de coordination ( <i>On call coordination</i> )
<b>OLAF</b> .....	Office européen de lutte anti-fraude
<b>RJE</b> .....	Réseau judiciaire européen
<b>TEH</b> .....	Traite des êtres humains
<b>TE-SAT</b> .....	Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme

## Avant-propos

J'ai le plaisir de vous présenter le dixième rapport annuel de l'unité de coopération judiciaire de l'Union européenne. L'année 2011 a été marquée par un renforcement du rôle d'Eurojust dans la lutte contre la criminalité transfrontalière grave. Si le nombre de dossiers soumis à Eurojust par les États membres n'a que légèrement augmenté par rapport 2010, l'activité de coordination d'Eurojust s'est développée de façon significative.

Les réunions de coordination, auxquelles participent les experts d'Eurojust et leurs homologues des États membres et des institutions de l'Union européenne, permettent de renforcer l'efficacité du processus décisionnel, concernant les mesures policières et judiciaires à l'encontre des groupes impliqués dans la criminalité organisée. L'utilité de ces réunions opérationnelles pour les praticiens des États membres est démontrée par une augmentation significative de leur nombre en 2011 (+40 %). Parallèlement, cette progression nous rappelle tristement que la menace que constitue la criminalité transfrontalière n'a pas reculé. Pour la première fois, ces réunions de coordination ont porté sur plus de 200 dossiers.

Une innovation importante a marqué l'année 2011 : la création du *centre* de coordination. A l'occasion d'opérations simultanées, se déroulant dans plusieurs États membres et décidées au cours d'une réunion de coordination, les experts d'Eurojust se tiennent à la disposition de leurs collègues, dans une salle opérationnelle. Le jour des opérations, ils répondent aux questions, relatives notamment à la recevabilité de la preuve, dans les différents pays, à l'émission de mandats d'arrêt européens ou d'autres demandes d'entraide judiciaire. En 2011, Eurojust a constitué sept centres de coordination, portant sur différentes formes de criminalité, comme la traite des êtres humains, la fraude grave ou encore le trafic de drogues. Ces centres ont été mis en place, alors même que de nombreux États membres n'ont pas encore mis en œuvre les dispositions de la dernière décision Eurojust.

L'année 2011 a également été marquée par un essor significatif du nombre des équipes communes d'enquête (ECE), qui caractérisent, sous une autre forme, la mission de coordination d'Eurojust. D'abord perçues comme bureaucratiques, les ECE sont désormais considérées comme un outil précieux pour lutter contre la criminalité transfrontalière. Elles fournissent un cadre permettant aux praticiens de différents États membres de travailler ensemble, sans subir les conséquences des difficultés et retards associés aux formes traditionnelles d'entraide judiciaire en matière pénale. En 2011, Eurojust a accueilli dans ses locaux le Secrétariat du réseau des ECE. Tout au long de l'année, les procureurs, juges et officiers de police d'Eurojust ont pris part à plus de 30 ECE.

Par ailleurs, le projet visant à procurer à Eurojust les infrastructures nécessaires à la coordination a également progressé. Les autorités des Pays-Bas et de l'UE sont parvenues à un accord et ont approuvé la construction d'un nouveau bâtiment qui abritera Eurojust. L'ensemble du personnel pourra ainsi travailler sur un même site, et non plus dans deux bâtiments géographiquement éloignés, comme c'est le cas actuellement, et ce, dès la fin de l'année 2015. Cette construction présentera également l'avantage de rapprocher matériellement Eurojust de l'un de ses principaux partenaires parmi les organisations de l'UE : Europol. Elle sera une réponse concrète au besoin de coordination pour lutter contre les groupes impliqués dans la criminalité organisée qui menacent les citoyens de l'UE.

La suite du rapport annuel 2011 aborde les mêmes axes opérationnels que les années précédentes. J'estime qu'il offre ainsi un compte-rendu utile des activités d'Eurojust en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière.



*Aled Williams*

**ALED WILLIAMS**

Président d'Eurojust

## Collège des membres nationaux d'Eurojust



*Assis de gauche à droite :*

*Elena Dinu, Roumanie ; Mariusz Skowroński, Pologne ; Malči Gabrijelčič, Slovénie ; Gunars Bundzis, Lettonie ; Michèle Coninsx, Belgique, vice-présidente ; Aled Williams, Royaume-Uni, président ; Raivo Sepp, Estonie, vice-président ; Ilona Lévai, Hongrie ; Lampros Patsavellas, Grèce ; Donatella Frendo Dimech, Malte ; Juan Antonio García Jabaloy, Espagne*

*Debout de gauche à droite :*

*Harri Tiesmaa, Finlande ; Ingrid Maschl-Clausen, Autriche ; Jesper Hjortenber, Danemark ; Francesco Lo Voi, Italie ; Laima Čekelienė, Lituanie ; Ladislav Hamran, Slovaquie ; Carlos Zeyen, Luxembourg ; Mariana Lilova, Bulgarie ; Ola Laurell, Suède ; Robert Sheehan, Irlande ; João Manuel Da Silva Miguel, Portugal ; Hans-Holger Herrnfeld, Allemagne ; Lukáš Starý, République tchèque ; Sylvie Petit-Leclair, France ; Marc van Erve, Pays-Bas ; Katerina Loizou, Chypre*

# Résumé

Le nombre de demandes d'assistance liées à la lutte contre la criminalité transfrontalière grave émanant des États membres a légèrement progressé par rapport à l'année précédente, passant de 1 421 à 1 441.

Eurojust a vu son rôle s'intensifier en matière de coordination :

- Le nombre de dossiers traités au cours des réunions de coordination d'Eurojust a progressé par rapport à l'année précédente, passant de 140 à 204 ;
- 80 % des réunions de coordination ont concerné des « types de criminalité identifiés comme prioritaires pour l'UE » (énumérés ci-après) ;
- Près de 70 % des réunions de coordination ont concerné trois États membres ou plus ;
- Sept centres de coordination ont été mis en place pour soutenir en temps réel les opérations menées simultanément dans plusieurs États membres ;
- Europol a participé à 89 réunions de coordination organisées par Eurojust.

Les huit types de criminalité prioritaires pour l'UE, définis par le Conseil, ont été les plus représentés dans les dossiers traités par Eurojust. Il s'agit, dans un ordre décroissant, du trafic de produits stupéfiants, de la fraude, des autres activités relevant de la criminalité organisée, du blanchiment d'argent, de la traite des êtres humains, du terrorisme, de la corruption et de la cybercriminalité.

En 2011, Eurojust a joué un rôle de plus en plus décisif en faveur des équipes communes d'enquête (ECE) :

- Trente-trois nouvelles ECE ont été constituées, avec l'aide d'Eurojust ;
- Les membres nationaux d'Eurojust ont participé à 29 d'entre elles ;
- Eurojust a évalué et accordé un financement à des ECE impliquant 16 États membres. Ce financement a été rendu possible par l'octroi d'un budget spécifique par la Commission.

Fin 2011, 10 États membres avaient pris les mesures nécessaires pour assurer la

mise en conformité de leur législation nationale avec la décision Eurojust révisée.

Eurojust a été dotée en 2011, d'un budget de 31,7 millions d'euros, dont 95,6 % ont été dépensés.

En 2011, Eurojust employait 269 personnes :

- 42 procureurs, juges et officiers de police, ayant des prérogatives équivalentes, détachés par les États membres, assistés de 15 experts nationaux détachés ;
- 210 personnes employées dans le cadre du statut du personnel de l'UE, assistées de deux experts nationaux détachés.

Un accord concernant les nouveaux locaux d'Eurojust, prévus pour 2015, a été conclu respectivement avec les Pays-Bas, en leur qualité d'État hôte, les institutions de l'UE au titre des conséquences budgétaires.

En 2011, les Secrétariats du réseau des ECE et du réseau des points de contact en matière de génocide se sont établis dans les locaux d'Eurojust.



# 1 Activités opérationnelles

## 1.1 Introduction

Les axes de travail prioritaires d'Eurojust pour 2011 ont été adoptés à la lumière de l'évaluation par le Conseil de l'Union européenne des menaces que fait peser la criminalité sur les citoyens de l'UE. Les types de criminalité prioritaires pour l'UE identifiés par le Conseil comme des menaces spécifiques étaient le terrorisme, le trafic de drogues, la traite des êtres humains (TEH), la fraude, la corruption, la cybercriminalité, le blanchiment d'argent ainsi que d'autres activités relevant de la criminalité organisée. Des informations concernant les dossiers traités par Eurojust dans ces différents domaines, les problèmes rencontrés, les bonnes pratiques qui ont pu être identifiées ainsi que des observations sur des activités stratégiques associées seront développés ci-dessous.

En 2011, 1 441 demandes d'assistance ont été enregistrées à Eurojust à la demande des États membres. Deux tiers des

demandes concernaient des types de criminalité identifiés comme prioritaires pour l'UE, le reste portant sur des infractions graves, telles que des homicides, des viols ou des vols. Des statistiques détaillées sur les dossiers traités et les États membres concernés sont fournies à l'annexe I.

Si le nombre global de demandes d'assistance soumises en 2011 est pratiquement identique à celui de l'année précédente, le nombre de réunions tenues pour coordonner le travail des autorités judiciaires et policières a quant à lui progressé de façon significative. Le nombre de dossiers traités au cours des réunions de coordination est passé de 141 pour l'année 2010 à 204, soit une hausse de 44 %. Environ 70 % des réunions de coordination ont impliqué trois pays ou plus, 80 % d'entre elles concernant des types de criminalité prioritaires.

La participation d'Eurojust à la constitution d'ECE a également progressé en 2011 (voir la section 1.4).

## 1.2 La coopération judiciaire et Eurojust

Le travail d'Eurojust est essentiellement de nature opérationnelle : il vise à résoudre les difficultés rencontrées dans les dossiers ayant trait à la criminalité transfrontalière grave. Dans certains cas, les difficultés à résoudre sont d'ordre pratique, ou découlent des spécificités d'une législation nationale. Les obstacles et certaines bonnes pratiques relatives au traitement des dossiers ont été identifiés et sont décrits ci-après.

### 1.2.1 Difficultés et bonnes pratiques

Les retards dans l'exécution des demandes d'entraide judiciaire en matière pénale ont été un obstacle récurrent. Plusieurs causes ont été identifiées. Le manque d'éléments juridiques et factuels peut ainsi entraîner un retard d'exécution d'une demande dans un pays jusqu'à

ce que de plus amples informations ou des précisions soient obtenues. Il arrive que le délai soit dû à l'absence de base de données centralisée, qui permettrait une identification rapide des comptes bancaires ou d'autres biens, ou à une erreur d'acheminement d'une demande, en raison de l'impossibilité pour l'autorité requérante d'un État membre d'identifier l'autorité d'exécution compétente. Enfin, l'absence d'équivalence entre les concepts juridiques de deux systèmes nationaux ou encore les difficultés, tant juridiques que linguistiques, liées à la traduction, sont également facteurs de retard dans l'exécution des demandes.

Ont également été rencontrées des difficultés résultant de divergences dans la définition de certaines infractions. À cet égard, Eurojust est parvenu à favoriser un dialogue entre le pays requérant et le pays requis, et a contribué à clarifier ces définitions dans les États concernés.

À de nombreuses reprises, Eurojust a contribué à la résolution de problèmes en facilitant, la rédaction et la transmission de commissions rogatoires ainsi que l'identification de l'autorité nationale



*Réunion de coordination concernant 14 États membres ainsi que la Norvège, la Croatie, les États-Unis et Europol*

compétente, et ce, très en amont et souvent dans un laps de temps très bref ; l'institution a pu fournir, dans les mêmes circonstances d'urgence, des informations sur les exigences procédurales imposées par le pays requérant et le pays requis, en

matière de preuves. L'intervention rapide d'Eurojust dans les dossiers complexes a permis de détecter des problèmes liés aux exigences devant être satisfaites tant sur le plan procédural qu'en matière de preuve à un stade où des mesures per-

tinentes peuvent encore être prises. On ne saurait trop souligner l'importance de ce dialogue précoce entre Eurojust et les autorités judiciaires et policières de l'État membre auquel elle apporte son assistance. Il peut s'agir de résoudre des problèmes extrêmement pratiques et immédiats dans le cadre d'un dossier spécifique, ou de prendre en considération les enseignements de nature tactique ou stratégique résultant des séminaires d'Eurojust sur le traitement des dossiers.

De manière plus générale, Eurojust a facilité l'échange d'informations grâce à deux outils spécifiques : les réunions de coordination et les ECE. En réunissant les praticiens et en favorisant l'échange d'informations concernant les dossiers, Eurojust a contribué à renforcer les relations de travail avec les praticiens venant de différents États membres et d'autres organes de l'UE.

### 1.2.2 Les réunions de coordination

Comme indiqué précédemment, Eurojust a tenu des réunions de coordination dans 204 dossiers, soit une augmentation significative par rapport à l'an dernier.

Ces réunions apportent une valeur ajoutée considérable aux autorités nationales compétentes dans les dossiers transfrontaliers. Elles favorisent un échange d'informations efficace et pertinent, permettent d'identifier des solutions pour résoudre les difficultés d'ordre pratique et juridique et contribuent à instaurer un climat de confiance entre les autorités compétentes des différents États membres. L'utilisation de la vidéoconférence lors des réunions de coordination, bien que n'étant pas optimale, a également permis de faire progresser des dossiers lorsqu'il était impossible de réunir les parties concernées en raison de contraintes de temps.

Les réunions de coordination ont fréquemment abouti à la conclusion d'accords opérationnels, dont Eurojust a ensuite assuré le suivi afin de veiller à leur mise en œuvre par les autorités nationales. Les accords visant à constituer des ECE, conclus lors des réunions de coordination ont été d'une grande importance. Force est de rappeler qu'ont participé aux réunions de coordination, non seulement les représentants des États membres, mais également, lorsqu'il y avait lieu, les représentants d'États tiers et d'organes de



*Un centre de coordination*

l'UE, tels qu'Europol et l'OLAF. Les États tiers, Europol et l'OLAF ont été représentés respectivement à 45, 89 et 8 occasions lors des réunions de coordination.

### 1.2.3 Les centres de coordination

L'année 2011 a été marquée par un changement important concernant les réunions de coordination. Soucieux de renforcer l'assistance opérationnelle four-



Eurojust a prêté son assistance à l'Italie et aux Pays-Bas dans le cadre d'une opération visant à procéder à l'arrestation de l'un des 100 fugitifs les plus recherchés en Italie. Celui-ci appartenait au *Clan Polverino*, un groupe de la Camorra installé à Naples impliqué dans le crime organisé. Le *Clan Polverino* est soupçonné de se livrer à un vaste trafic de drogues entre l'Espagne et l'Italie. Il est également soupçonné d'avoir commis des homicides et des extorsions et de s'être rendu coupable de port illégal d'armes, de blanchiment d'argent dans le secteur commercial et d'autres activités criminelles. Les opérations destinées à l'arrestation du suspect ont débuté début 2011, alors qu'il venait d'échapper à une autre opération de police d'envergure internationale menée à l'encontre du *Clan Polverino*, au cours de laquelle ont toutefois été interpellés, en Italie et en Espagne, quarante autres membres du gang.

Les forces de police ont retrouvé la trace du fugitif jusqu'à Zeewolde. Lors de la réunion de coordination d'Eurojust, les forces de police et les autorités judiciaires italiennes et néerlandaises ont échangé des informations et planifié les opérations d'arrestation.

Les détails pratiques relatifs à l'émission du mandat d'arrêt européen ainsi qu'à d'autres actes d'enquête sollicités par commission rogatoire ont été abordés et clarifiés, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération.

Les *carabinieri* italiens, aidés des forces de police spéciales néerlandaises, ont donné l'assaut dans la villa où le fugitif se cachait sous une fausse identité, avec sa compagne. Au cours de l'opération, les autorités de police ont saisi un passeport contrefait, 20 000 euros et des photos représentant le fugitif accompagné du chef du *Clan Polverino*.

La coordination assurée par Eurojust a contribué de façon décisive au succès de l'opération, qui constitue une avancée majeure dans la lutte contre le *Clan Polverino* dirigée par l'unité antimafia de Naples depuis 2007. La précieuse coopération de la *Guardia Civil* espagnole et des forces de police spéciales néerlandaises doit également être soulignée. L'analyse des informations échangées au cours des réunions de coordination a permis d'identifier la structure de commandement du clan.

nie tout au long des opérations menées dans différents États membres, Eurojust a mis en place des centres de coordina-

tion. Grâce au matériel technique dont ces centres sont équipés, les membres nationaux d'Eurojust sont désormais en

mesure de communiquer, en temps réel et de façon sécurisée avec leurs homologues. À mesure que les opérations se déploient dans les États membres et que les saisies et arrestations font émerger de nouveaux axes d'enquête, Eurojust peut apporter sa contribution sur des questions urgentes, telles que l'émission de mandats d'arrêt européens (MAE) ou les exigences à satisfaire au plan procédural ou en matière d'administration et de recevabilité de la preuve, par exemple lorsqu'un mandat en vue d'une perquisition doit être émis ou qu'un compte bancaire doit être gelé.

La communication entre les autorités judiciaires nationales chargées de mener les opérations est par ailleurs accélérée, puisque les résultats et incidents observés dans les États membres peuvent être signalés immédiatement au centre. Une coordination en temps réel est ainsi assurée, avec la participation de toutes les autorités concernées.

Ces centres ont parfois été constitués dans des délais très brefs (trois heures dans un cas spécifique), preuve de la capacité d'Eurojust à répondre rapidement

aux besoins opérationnels des juges et procureurs des États membres.

Sept centres de coordination ont été mis en place en 2011 dans le cadre d'affaires liées au trafic de produits stupéfiants, au blanchiment d'argent, à la contrebande de tabac, à la fraude et à la TEH.

#### **1.2.4 Les articles 6 et 7 de la décision Eurojust**

Under Articles En vertu des articles 6 et 7 de la décision Eurojust, tant les bureaux nationaux que le collège peuvent adresser aux autorités nationales des recommandations concernant certains dossiers. Ces recommandations sont de précieux outils pour améliorer la coopération judiciaire et illustrent le dialogue constant qui s'instaure entre les membres nationaux d'Eurojust et leurs autorités nationales sur des questions opérationnelles.

En 2011, le lien avec les autorités judiciaires et services répressifs s'est matérialisé par des échanges officiels ou informels. Les demandes officielles émises sur le fondement de l'article 6 ont pu faire

En 2010, lors du contrôle aléatoire d'un véhicule espagnol, les douaniers français ont découvert une quantité importante de billets de banque, portant des traces significatives de cocaïne. L'enquête a permis d'établir que le conducteur du véhicule appartenait à un groupe impliqué dans la criminalité organisée opérant en France, en Belgique, en Allemagne, en Espagne et aux Pays-Bas. Étant donné la complexité de l'enquête, l'assistance d'Eurojust a été sollicitée ; elle a alors proposé de fixer une date, au cours de laquelle devaient se dérouler des opérations simultanées gérées par un centre de coordination.

En juin 2011, a été mis en place, dans les locaux d'Eurojust, le centre de coordination ; en contact

direct avec les autorités judiciaires de cinq États membres, il a également bénéficié de l'aide précieuse du bureau mobile d'Europol. Ce centre a permis d'assurer en temps réel la transmission et la coordination des informations entre les équipes chargées de l'enquête et les autorités judiciaires, ainsi que l'analyse des données obtenues au fil des interpellations et perquisitions. Neuf suspects ont été arrêtés et dix perquisitions menées simultanément dans différents États membres. De nombreux éléments de preuve ont été recueillis et une grande quantité de biens et de matériel utilisé pour fabriquer la drogue a été saisie. Des MAE ont été émis à l'encontre de ressortissants allemands, colombiens, libanais et turcs suspectés de jouer un rôle actif dans ce vaste et complexe réseau.

suite à des discussions informelles ou à des réunions avec des autorités nationales. Elles ont pu également être formulées suite à l'identification de problèmes lors de réunions de coordination ou simplement suite à des informations communiquées par une autorité requérante dans une commission rogatoire.

Compte tenu de l'importance des échanges informels, l'émission officielle d'une demande au titre des articles 6 et 7 n'intervient que lorsqu'elle est nécessaire au regard d'exigences procédurales spécifiques à un État membre particulier. Au cours de l'année 2011, 14 demandes officielles ont été émises en vertu de l'ar-

ticle 6 de la décision Eurojust. Certaines d'entre elles sont spécifiées ci-après :

*Entreprendre une enquête ou entamer des poursuites sur des faits précis – Article 6(1)(a)(i)*

Six demandes ont été émises en vertu de l'article 6(1)(a)(i) par les bureaux nationaux d'Eurojust.

Le bureau italien a invité les autorités judiciaires italiennes à envisager l'ouverture d'une enquête, dans le cadre d'une affaire de TEH à des fins d'exploitation sexuelle, des investigations ayant été initialement menées en France. Cette demande a été suivie d'une enquête impliquant finalement plusieurs autres États membres : la République tchèque, l'Irlande et l'Italie ainsi qu'Europol.

Dans trois affaires de blanchiment d'argent, Eurojust a demandé aux autorités italiennes chargées des poursuites de prendre des mesures, grâce à des informations communiquées par les autorités portugaises et allemandes.

Des demandes ont également été formées dans le cadre d'une affaire d'aide à l'immi-

gration illégale liée à la criminalité organisée, impliquant l'Allemagne, l'Autriche, la Grèce, l'Italie et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), ainsi que dans le cadre d'une affaire de contrebande de cigarettes. Les autorités italiennes ont ouvert une enquête pour chacun de ces dossiers. L'un d'entre eux est décrit à la sous-section 1.3.7.

*Demander aux autorités nationales compétentes de reconnaître que l'une d'entre elles peut être mieux placée qu'une autre pour entreprendre une enquête ou entamer des poursuites sur des faits précis – Article 6(1)(a)(ii)*

Dans un dossier, un bureau national d'Eurojust a invité les autorités compétentes de son pays à ouvrir une enquête et à engager des poursuites dans une affaire de fraude. La recommandation d'Eurojust a été suivie d'effet.

*Coordonner les actions entre les autorités compétentes des États membres concernés – Article 6(1)(a)(iii)*

Trois demandes officielles ont été formées en vertu de l'article 6(1)(a)(iii), et toutes

ont été suivies d'une enquête. Les autorités nationales italiennes ont été invitées à assurer la coordination de procédures en cours en Italie et dans d'autres États membres (Belgique, Bulgarie et Allemagne) impliqués dans un dossier lié à une affaire de contrebande de cigarettes ouvert par la France. Une initiative similaire a été lancée dans une affaire de fraude fiscale et de blanchiment d'argent concernant huit autorités italiennes ainsi que les Pays-Bas. Une intervention coordonnée a été assurée en accord avec les autorités néerlandaises et un certain nombre de perquisitions de domicile ont été effectuées avec succès. Une troisième demande a donné lieu à l'ouverture d'une enquête dans le cadre d'une affaire de trafic de produits stupéfiants.

*Fournir au membre national toute information nécessaire à l'exécution des tâches d'Eurojust – Article 6(1)(a)(v)*

Eurojust doit être en mesure de recevoir et transmettre des informations de façon rapide et efficace. Cela est essentiel pour garantir le succès des enquêtes en matière de criminalité transfrontalière et lui permettre d'exécuter ses missions

essentielles. Trois des demandes enregistrées officiellement en vertu de l'article 6 avaient trait à un échange d'informations.

Dans le cadre d'une affaire de corruption concernant la Lettonie, le bureau espagnol a demandé à ses autorités judiciaires nationales de désigner le procureur national le mieux placé pour assurer un échange d'informations et la coordination.

Il faut encore citer un dossier, impliquant la Roumanie et l'Italie, relatif à des allégations de contrefaçon de monnaie et de moyens de paiement.

Enfin, une troisième demande se rapportant à une affaire de fraude mise à jour par l'Autriche a été transmise par le bureau italien aux autorités nationales italiennes.

*Prendre toute autre mesure justifiée par l'enquête ou les poursuites – Article 6(a) (vii)*

Sur la base de cette disposition, Eurojust a invité les autorités italiennes à envisager une remise judiciaire temporaire dans un dossier concernant une affaire de contrefaçon et de criminalité organisée.

### 1.2.5 Les conventions d'entraide

La Convention de 2000 et la Convention de 1959 et leurs protocoles additionnels (désignés collectivement Conventions d'entraide) restent les instruments juridiques les plus importants pour la coopération judiciaire au sein de l'Union européenne. Si leur application est généralement perçue comme satisfaisante, certaines difficultés demeurent. Tous les États membres n'ont pas transposé la Convention de 2000, situation qui peut générer des problèmes en ce qui concerne notamment les ECE ou et la vidéoconférence, outils essentiels de la coopération judiciaire, qui ne peuvent être mis en œuvre. L'application de ces Conventions d'entraide ne règle pas, en toute hypothèse, certaines difficultés : il n'est en effet prévu ni d'échéance pour l'exécution des demandes ni d'information concernant l'état de leur exécution. À de nombreuses reprises, Eurojust a été invité à intervenir pour résoudre ces difficultés.

La première mesure importante prise par Eurojust consiste à favoriser les contacts informels entre autorités requérantes et autorités requises, afin d'affiner la demande avant sa transmission officielle.

Eurojust renforce ainsi de façon significative la chance de voir la demande rapidement exécutée.

### 1.2.6 Obstacles liés au recueil et à la recevabilité des preuves

Eurojust a su développer ses compétences dans la gestion d'un problème récurrent en matière de coopération judiciaire transfrontalière : la disparité des règles relatives à la recevabilité et à la communication des éléments de preuve et des informations aux juridictions nationales, affectant divers aspects du processus de traitement des dossiers. Les divergences entre les règles afférentes à l'interception des télécommunications et à l'audition des témoins, par exemple, ont une nouvelle fois compliqué le recueil, la recevabilité des éléments de preuve. Des difficultés similaires sont apparues à l'occasion de l'utilisation de la vidéoconférence, du recours aux agents infiltrés ou du prélèvement d'échantillons d'ADN.

Des difficultés pratiques liées à la traduction et la transmission continuent également d'entraver la coopération judiciaire entre les États membres. Une réunion de

La résolution de conflits de compétence et le recours à l'ECE ont été au cœur de l'une des affaires de trafic de drogues les plus complexes qu'Eurojust ait eu à traiter. En effet, le recours à ces deux instruments a permis de procéder à des saisies de cocaïne d'une valeur supérieure à 400 millions d'euros, et à l'arrestation de 30 individus.

Un groupe criminel faisait transiter plusieurs tonnes de cocaïne d'Amérique du Sud vers l'Europe, et blanchissait les produits du trafic dans de nombreux centres bancaires. Une enquête ouverte en 2008 par la Suède a mis en lumière la dimension internationale de l'affaire, qui concernait d'autres États membres, tels que la France et l'Espagne, ainsi que des pays tiers à l'Union européenne, notamment la Colombie, les États-Unis, la Suisse, le Venezuela, Israël et l'Andorre.

Étant donné la complexité de l'affaire, l'assistance d'Eurojust a été sollicitée. À la suite d'une réunion de coordination tenue à La Haye, une ECE a été constituée et financée dans le cadre du projet de financement des ECE. Peut être mise à l'actif de cette dernière, la saisie de 1,4 tonne de cocaïne à bord d'un voilier de 15 mètres navigant à destination de l'Europe, grâce aux conseils des experts d'Eurojust spécialisés dans le domaine des interceptions maritimes. Le cadre juridique de l'ECE a permis d'assurer un

échange rapide d'informations sans recourir aux longues procédures de l'entraide, ce qui s'est avéré essentiel au succès des opérations (une assistance a également été fournie par les Pays-Bas, Malte, le Royaume-Uni, l'Estonie, Chypre et l'Allemagne).

Cette enquête, qui a duré plus de trois ans, a fait l'objet de 13 réunions de coordination tenues dans les locaux d'Eurojust, auxquelles Europol a souvent contribué. Ces réunions ont facilité la résolution de difficultés pratiques apparues au cours de l'enquête, et plus particulièrement les éventuels conflits de compétence. Un accord concernant le lieu où les poursuites devaient être engagées a été trouvé, et un chef de l'organisation a par la suite été livré à la Suède par les autorités colombiennes.

Grâce à cette opération, plus de 30 membres de ce groupe criminel ont été arrêtés dans le monde entier. L'intervention des autorités espagnoles et suédoises a permis de geler des comptes bancaires au titre du blanchiment d'argent et de saisir quelque 6 millions d'euros dans cinq pays différents, liés à des investissements dans l'immobilier, une discothèque et d'autres activités légales dont l'acquisition de véhicules de luxe et de bateaux. Le réseau aurait ainsi investi plus de 12 millions d'euros. La valeur commerciale totale de la cocaïne saisie était d'au moins 450 millions d'euros.

coordination, au cours de laquelle l'interception de communications téléphoniques a été convenue, peut être citée en exemple. Alors que les interceptions avaient bien été effectuées, ces éléments de preuve ont été déclarés « confiden-

tiels », par application de la législation d'un État membre, en la matière, qui interdisait la transmission de la transcription des conversations téléphoniques aux autres États avant le procès. Eurojust a pu intervenir pour faciliter la levée des

restrictions et assurer la transmission des éléments de preuve.

Eurojust s'est efforcée de résoudre ces difficultés non seulement dans des dossiers spécifiques, mais également en prenant

part au débat concernant la refonte des instruments applicables à la collecte des éléments de preuve entre États membres comme la proposition de création d'une décision d'enquête européenne (EIO). L'avis d'Eurojust sur ce projet a été publié, sous la forme d'un document du Conseil, le 4 mars 2011 (6814/11). De plus amples informations sont fournies à la section 2.1.

### 1.2.7 Prévention et résolution des conflits de compétence

Eurojust a exercé formellement ses pouvoirs pour contribuer à prévenir et résoudre des conflits de compétence dans un nombre très limité de dossiers. Depuis 2002, Eurojust a, en tant que collège, formulé trois recommandations aux autorités des États membres concernant des conflits de compétence ; toutes ont été acceptées. Les situations dans lesquelles deux ou plusieurs États membres ont compétence dans un dossier, conformément à leur législation nationale, sont cependant fréquentes. Eurojust est souvent intervenue pour aider à résoudre des problèmes de ce type sans qu'aucune demande officielle n'ait été transmise auprès des États membres concernés.

Un dossier portant sur une affaire de TEH traité en 2011 montre que l'assistance d'Eurojust peut contribuer à prévenir les conflits de compétence. L'affaire portait sur la traite de femmes roms entre la République tchèque et le Royaume-Uni, où elles étaient contraintes de se prostituer. Une ECE a été constituée afin d'assurer la coordination des enquêtes. Lors des réunions tenues à Eurojust, différents problèmes ont été soulevés concernant notamment le recueil de preuves recevables, et le choix de la juridiction la mieux placée pour poursuivre et juger l'affaire, les deux pays ayant de bonnes raisons d'engager des poursuites. Grâce à Eurojust,

une discussion approfondie sur les règles procédurales et sur les principes applicables à la recevabilité des preuves a pu être engagée. Celle-ci a permis de conclure que les autorités judiciaires d'un seul pays devaient assurer la direction de l'enquête et des poursuites. La contribution d'Eurojust à la résolution rapide du conflit de compétence a par ailleurs permis de se concentrer sur les actions opérationnelles devant être menées.

Dans les trois mois suivant la constitution de l'ECE et la résolution du conflit de compétence, 11 individus, responsables du réseau, étaient interpellés.

Les réunions de coordination se sont également montrées pratiques et utiles en permettant aux autorités compétentes impliquées dans ces enquêtes parallèles d'engager, à un stade précoce, des discussions et de trouver un accord.

De même, des conflits de compétence ont pu être prévenus et résolus grâce à des accords conclus dans le cadre d'ECE.

Enfin, Eurojust favorise souvent un échange d'opinions précoce et informel pour prévenir ces conflits de compétence.

Ce rôle est renforcé par la mise en œuvre des critères énoncés dans les lignes directrices « *Quel État devrait assurer les poursuites ?* », publiées dans le rapport annuel d'Eurojust de 2003. Celles-ci fournissent de précieuses indications sur la façon dont les différents facteurs de la décision doivent être envisagés. Elles sont fréquemment suivies par les autorités nationales compétentes.

Les dossiers traités par Eurojust démontrent qu'il est utile de procéder à un échange précoce d'informations en cas

Les autorités finlandaises effectuaient une enquête relative à un trafic de produits stupéfiants concernant des ressortissants finlandais installés en Espagne. Lorsqu'une Finlandaise, soupçonnée de se livrer au transport de drogues, a été portée disparue, les autorités espagnoles ont reçu une demande d'entraide les invitant à mener des investigations dépassant le cadre de la coopération policière. La ressortissante finlandaise avait été assassinée en Espagne pour avoir signalé aux autorités espagnoles les agissements du groupe impliqué dans le trafic de drogues, qui avait tenté de la recruter. Ses meurtriers présumés ont été localisés en Finlande. Eurojust a été sollicité pour contribuer à résoudre le conflit de compétence potentiel entre l'Espagne et la Finlande, afin de déterminer où les poursuites devaient être engagées. Une réunion de coordination a été tenue dans les locaux d'Eurojust. Au terme d'une analyse juridique approfondie, il a été décidé que l'Espagne transmettrait à la Finlande l'ensemble des éléments de preuve recueillis obtenus dans le cadre de précédentes demandes d'entraide exécutées par la Finlande. Une fois les diverses exigences procédurales satisfaites, les autorités espagnoles ont également accepté de transmettre à la Finlande leur dossier concernant l'assassinat et l'enquête sur le trafic de drogues. L'intervention d'Eurojust a permis de garantir la poursuite des délinquants dans un seul État, non seulement pour l'assassinat, mais aussi pour le trafic de produits stupéfiants.

d'enquêtes liées pour prévenir les conflits de compétence.

### **1.2.8 La transmission des procédures répressives**

Différents instruments sont utilisés par les États membres pour transmettre les procédures pénales, ce qui peut entraîner des difficultés juridiques. Les plus utilisés sont la Convention européenne sur la transmission des procédures répressives de 1972,

et la Convention d'entraide de 1959 (article 21), complétée par l'article 6(1), dernier paragraphe, de la Convention d'entraide de 2000. Certains États membres ont également recours à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000 (article 21).

Eurojust facilite les contacts informels entre les États membres, tandis que les bureaux nationaux vérifient la possibilité d'un transfert du dossier avant l'émission

d'une demande officielle. La transmission des procédures peut cependant être complexe pour différentes raisons, notamment parce que les preuves recueillies sur le territoire d'un État doivent pouvoir être jugées recevables par la juridiction de l'État membre sollicité, bien qu'elles soient souvent obtenues selon des modalités inhabituelles et soumises à des règles procédurales différentes. De plus, l'État membre sollicité doit manifester un réel intérêt pour la transmission des procédures. Enfin, une question de moyens, certes banale mais extrêmement pratique, doit être résolue, celle de la traduction intégrale du dossier.

### **1.2.9 L'échange de casiers judiciaires**

Bien que les États membres échangent généralement les casiers judiciaires directement, Eurojust a été invitée à faciliter le processus dans plusieurs dossiers urgents. Dans l'un d'eux, la demande d'informations émanait d'une juridiction nationale, soucieuse d'infliger une peine adaptée à un délinquant sexuel, condamné pour des faits similaires dans un autre État membre. Le casier dont la

juridiction disposait par le biais des canaux habituels ne contenait pas suffisamment de détails et précisions concernant la qualification juridique des infractions. Eurojust a contacté directement les autorités judiciaires, et a pu fournir au juge

les informations requises dans un délai de quelques heures. Des retards peuvent malgré tout être constatés lorsqu'un État membre ne possède pas de base de données centralisée relative aux casiers judiciaires. C'est notamment le cas lorsque

ces casiers sont détenus par des autorités nationales différentes (ex : autorités de police et autorités judiciaires).

La décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil concernant l'organisation et le contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres, et la décision du Conseil 2009/316/JAI relative à la création du système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS) n'ont pas encore été mises en œuvre dans tous les États membres. Par conséquent, des difficultés ont été rencontrées lorsqu'un même fait fait l'objet d'incriminations différentes dans les États membres. L'échange d'informations peut enfin être d'une utilité restreinte lorsqu'il est fait référence à une disposition de la législation nationale sans préciser davantage les éléments constitutifs de l'infraction.

#### **1.2.10 Les mandats d'arrêt européens**

En 2011, 263 dossiers concernant des MAE ont été soumis à Eurojust, soit près de 18 % de l'ensemble des dossiers. Dans la majorité des cas, Eurojust était sollici-

Les autorités italiennes enquêtaient sur un groupe impliqué dans la criminalité organisée qui se livrait à la contrebande de cigarettes et la contrefaçon de documents, et fournissait une assistance juridique aux membres du groupe qui avaient été arrêtés. À un stade critique de l'enquête, une opération d'envergure européenne est apparue nécessaire. Il s'est en effet avéré indispensable de coordonner l'exécution de MAE et les perquisitions en présence des autorités italiennes, afin que les preuves recueillies soient jugées recevables lors des procédures judiciaires ultérieures. Eurojust a été sollicitée pour faciliter la coordination dans cinq autres États membres (l'Autriche, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne et la Slovaquie) environ 40 heures avant le déroulement des opérations.

Des mesures urgentes devaient impérativement être prises pour synchroniser les arrestations effectuées sur la base de MAE, préserver les preuves, et ainsi veiller à ce que la juridiction ait un aperçu complet des activités du groupe impliqué dans la criminalité organisée. L'opération, qui s'est déroulée dans les 20 heures qui ont suivi, a été couronnée de succès : Eurojust a réuni les autorités des États membres impliqués afin que des MAE et des commissions rogatoires soient émis et exécutés. L'organisation a également veillé à ce que les États membres restent en contact tout au long des opérations et à ce que les forces de police italiennes soient autorisées à se rendre sur les différents lieux de perquisition.



Mandat d'arrêt européen

tée en vue de faciliter l'exécution de MAE. Le bureau polonais d'Eurojust a soumis le plus grand nombre de demandes, suivi du bureau français, tandis que le bureau espagnol a été le plus sollicité, suivi des bureaux britannique et italien.

Le collège a eu à traiter de trois questions générales liées à l'exécution de

MAE. La première visait à collecter des informations sur la façon dont les États membres procèdent en pratique au transfert des ressortissants ou résidents vers l'État d'exécution après la remise (en vertu de l'article 5(3) de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil relative au mandat d'arrêt européen [décision-cadre relative au MAE]). La seconde visait à déterminer si un MAE devait être considéré comme ayant été émis aux fins d'engager des poursuites ou d'exécuter une peine lorsqu'un droit à un nouveau procès était reconnu après la remise. Enfin, la troisième demande concernait la mise en œuvre et l'application de la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil, modifiant la décision-cadre relative au MAE et ses dispositions sur les droits applicables en cas de condamnation *in absentia*.

*Dossiers concernant plusieurs demandes d'exécution de MAE (article 16(2) de la décision-cadre relative au MAE)*

Conformément à l'article 16(2) de la décision-cadre relative au MAE, l'autorité judiciaire d'exécution peut demander l'avis d'Eurojust quant au mandat d'arrêt à exécuter lorsque plusieurs États membres

ont émis un MAE à l'encontre d'une même personne.

En 2011, l'avis d'Eurojust a été sollicité à quatre reprises en vertu de l'article 16(2). À chaque fois, Eurojust a aidé les autorités des États membres à trouver un consensus concernant l'exécution des MAE. Dans un dossier, Eurojust a rendu un avis motivé dans un délai de 24 heures. Celui-ci a été suivi par les autorités nationales compétentes, ce qui a permis de procéder au jugement du suspect dans les jours qui ont suivi.

À de nombreuses reprises, Eurojust est intervenue de façon précoce (ou lors des réunions de coordination) pour examiner les MAE potentiellement concurrents. L'organisation a ainsi contribué à éviter l'émission de multiples demandes de remise judiciaire concernant la même personne.

En juin 2011, le collège a adopté des « lignes directrices internes relatives à l'émission de l'avis d'Eurojust en présence de mandats d'arrêt européens concurrents » applicables aux dossiers dans lesquels Eurojust est invitée à rendre un avis en vertu de l'article 16(2).

*Dossiers concernant des dépassements de délais (article 17(7) de la décision-cadre relative au MAE)*

Conformément à l'article 17(7) de la décision-cadre relative au MAE, lorsqu'un État membre ne peut pas respecter les délais impartis par l'article 17, il en informe Eurojust, en précisant les raisons du retard.

En 2011, 116 cas de dépassement de délais ont été enregistrés à Eurojust. L'Irlande a signalé le plus grand nombre de cas de dépassement en vertu de l'article 17(7). L'Espagne, la République tchèque, la Suède, la République slovaque, la Bulgarie et l'Estonie ont également effectué de tels signalements. Comme indiqué dans les rapports annuels précédents, le fait que sept États membres seulement aient signalé des cas de dépassement ne signifie pas que tous les autres États membres ont respecté les délais d'exécution des MAE. D'après les statistiques de l'UE, le nombre réel de cas de dépassement est supérieur au nombre de cas signalés à Eurojust.

Le principal motif de dépassement de délais a été la demande d'informations

supplémentaires (nécessaires pour exécuter un MAE). La nécessité de faire traduire les documents afférents, le volume de demandes émises auprès de certains États membres et les ressources limitées des États d'exécution ont également provoqué des retards d'exécution.

*Problèmes liés à l'application du MAE*

Dans les dossiers urgents (fréquents, dans la mesure où les fugitifs faisant l'objet d'un MAE sont souvent détenus), Eurojust a continué à jouer un rôle décisif en facilitant l'échange d'informations entre les autorités nationales, en clarifiant les exigences des autorités judiciaires d'exécution et, plus généralement, en contribuant à accélérer l'exécution des MAE. Les praticiens maîtrisent de mieux en mieux l'utilisation de cet instrument, puisque les problèmes rencontrés ont été décrits comme étant plutôt de nature pratique (traductions manquantes ou incorrectes, informations incomplètes etc.) que juridique. Néanmoins, des difficultés juridiques, liées notamment à l'application des règles de spécialité et de proportionnalité, ou aux divergences de définition des infractions, ont été rencontrées.

À titre d'exemple, la fraude à la TVA n'est pas définie comme une infraction affectant les intérêts financiers de l'UE dans tous les États membres. Cette différence peut provoquer des retards, car il est nécessaire d'établir une double incrimination dans certains États membres, tandis que dans d'autres, le contrôle de la double incrimination n'est pas nécessaire en vertu de l'article 2.2 de la décision-cadre relative au MAE.

Les difficultés suivantes, d'ordre pratique et juridique, ont été observées par Eurojust dans les différents dossiers traités :

- Informations incomplètes ou imprécises concernant la description des faits ou des infractions pénales dans le MAE.
- Manque d'informations sur la condamnation pour laquelle le MAE a été émis.
- Manque d'informations précises sur la période de temps que la personne peut avoir déjà passé en détention dans l'État d'exécution avant la remise, ce qui rend le calcul du reliquat de peine à subir dans l'État d'émission incertaine.

Dans le cadre du dossier *Istaneek v. District Court of Přerov*, un tribunal britannique avait besoin de déterminer si un MAE devait être considéré comme ayant été émis pour engager des poursuites ou pour exécuter une peine privative de liberté lorsqu'il existait un droit d'être rejugé après remise (le dossier concernait une condamnation *in absentia*). Les autorités nationales étaient en désaccord alors que la décision avait d'importantes conséquences procédurales (y compris un éventuel refus d'exécution du mandat d'arrêt). Dans la mesure où la jurisprudence au Royaume-Uni était contradictoire, la juridiction britannique a demandé à Eurojust des renseignements sur les législations et pratiques en vigueur dans d'autres États membres. Dans les

quelques heures qui ont suivi la demande, Eurojust a communiqué au tribunal des informations sur la façon dont les juridictions nationales d'autres États membres procèdent dans de telles circonstances. Le bureau tchèque a également indiqué dans quelles circonstances, en vertu de sa législation, une personne condamnée *in absentia* peut demander à être rejugée, et par extension si la décision du tribunal tchèque, en l'espèce, pouvait être considérée comme définitive. Eurojust a veillé à ce que les informations sur les pratiques en vigueur dans d'autres États membres de l'UE et les pratiques spécifiques à un État membre en particulier soient rapidement et efficacement soumises à l'examen de la juridiction nationale.

- Condamnations *in absentia* et diversité des approches concernant le droit à un nouveau procès ; absence de mise en œuvre par certains États membres de la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil portant modification de la décision-cadre relative au MAE sur le droit à un nouveau procès.
- Non-communication en temps utile du retrait d'un MAE, en particulier lorsque la personne recherchée a été arrêtée.
- Non-communication des raisons pour lesquelles un MAE n'a pas été exécuté, y compris lorsque la personne a été libérée.
- Perte financière ou autre pour l'État d'émission, lorsque la personne dont la remise a été ordonnée a été libérée sous caution mais ne s'est pas présentée comme prévu ou lorsque, à l'égard des détenus, l'État d'exécution procède à la remise de la mauvaise personne.

- Refus d'une remise temporaire, ce qui peut sérieusement entraver la progression de l'enquête dans l'État requérant.
- Utilisation de différents canaux pour transmettre le MAE, sans notification préalable quant au choix du canal utilisé.
- Réception tardive de l'autorisation de poursuivre une personne pour de nouvelles infractions récemment mises au jour (règle de la spécialité, article 27 de la décision-cadre relative au MAE).

Eurojust a souvent mis à profit ses relations de coopération avec les bureaux SIRENE (Suppléments d'information). La principale mission de ces bureaux, établis dans tous les États de l'espace Schengen, consiste à échanger des informations sur les alertes entre les différents États membres. Les unités SIRENE ont contribué de façon décisive à l'exécution pratique de MAE.

### 1.2.11 Les décisions de gel de biens

Quelques dossiers traités par Eurojust permettent d'illustrer la mise en œuvre de la décision-cadre 2003/577/JAI du

Conseil relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve. Si de nombreux États membres ont transposé les dispositions de cette décision-cadre dans leur législation, les autorités judiciaires continuent néanmoins de recourir aux formes traditionnelles de l'entraide pour formuler des demandes de gel de biens.

Deux raisons possibles peuvent être avancées : la demande de gel prévue par cette décision-cadre est jugée complexe et le formulaire fourni par ce texte n'est pas d'un abord facile. De nombreux praticiens considèrent par ailleurs que la décision de gel de biens a un champ d'application limité. Par conséquent, ils estiment qu'il est plus simple et plus rapide d'intégrer toutes les demandes concernant une procédure pénale, telles que les demandes de perquisition, d'interceptions de télécommunications et de saisies, dans une commission rogatoire en vertu des Conventions d'entraide de 1959 et 2000. Un obstacle plus sérieux à l'émission d'une décision de gel se pose lorsque de nouveaux éléments de preuve dont les autorités d'émission ne connaissaient pas l'existence sont découverts au cours d'une perquisition.

Le bénéficiaire effectif d'une grande société de portefeuille espagnole possédant des participations dans différents secteurs d'activité (pétrole, gaz, agriculture, immobilier et agroalimentaire, entre autres) ainsi que huit autres individus ont fait l'objet d'une enquête en Espagne et en Belgique pour fraude fiscale, blanchiment d'argent et participation à une organisation criminelle. Les avocats d'un cabinet réputé ont été poursuivis pour avoir constitué un réseau de sociétés-écrans et réalisé des transactions financières au Panama, aux Antilles néerlandaises, aux Pays-Bas et en Suisse afin de dissimuler la propriété des actifs. Le principal suspect était soupçonné d'avoir soustrait 2 milliards d'euros d'impôts. Eurojust a organisé deux réunions de coordination avec les autorités nationales espagnoles, belges et britanniques qui se sont entendues sur la stratégie de poursuites et sur les mesures judiciaires à adopter dans ce dossier complexe. À ce jour, des actifs d'une valeur de 112 millions d'euros en Belgique et 10 millions d'euros au Royaume-Uni ont été bloqués.

D'après l'expérience d'Eurojust, les praticiens sont plus enclins à recourir à cet instrument si l'État d'exécution intervient immédiatement, dès réception de la demande. À cet égard, Eurojust fournit un appui utile en indiquant aux autorités nationales le niveau de priorité accordé à l'exécution des décisions de gel de biens dans les États membres. Il a été constaté que dans les pays possédant des registres bancaires centralisés, les informations sur les comptes bancaires associés à un suspect peuvent être communiquées plus promptement, ce qui permet alors une exécution rapide des demandes de gel.

### 1.2.12 La confiscation et la récupération des actifs

Un État membre peut être confronté à des difficultés, notamment des retards, pour récupérer des actifs dans un autre État membre. Les problèmes de coopération peuvent être liés aux divergences entre les différents États membres s'agissant des règles substantielles et procédurales applicables en matière de confiscation. Quelques États membres prévoient la confiscation des actifs d'origine illicite en l'absence de condamnation pénale (confiscation d'actifs sans condamnation)



*Trafic de stupéfiants - livraison contrôlée*

alors que la majorité des États n'ont pas prévu cette possibilité. Ces divergences ont des répercussions évidentes sur l'exécution transfrontalière des décisions de confiscation, notamment lorsqu'un État membre autorisant la confiscation sans condamnation souhaite faire exécuter une décision de confiscation dans un État membre qui ne connaît pas un tel système. Sur le plan pratique, l'absence de

cadastre centralisé dans certains États membres, qui permettrait un contrôle rapide et aisé des biens immobiliers que possèdent les suspects, et les difficultés à parvenir à un accord sur le partage des actifs entravent également l'exécution des demandes de confiscation.

En 2011, Eurojust a continué à appuyer les efforts des autorités nationales pour confisquer et rapatrier les produits du crime, et résoudre certaines des difficultés mentionnées précédemment. Des quantités considérables d'actifs (par ex. des biens immobiliers ou des produits de luxe) et d'argent ont été confisqués en 2011 dans le cadre des dossiers soumis à Eurojust.

### **1.2.13 Les livraisons contrôlées**

Tout au long de l'année 2011, Eurojust a soutenu les États membres dans la mise en œuvre des livraisons contrôlées transfrontalières. Conformément aux articles 9c et 9d de la décision Eurojust, les membres nationaux, en leur qualité d'autorités nationales compétentes, peuvent se voir habilités à autoriser et coordonner les livraisons contrôlées.

En tant que technique d'enquête, les livraisons contrôlées sont particulièrement efficaces dans les dossiers portant sur des faits de trafic de stupéfiants. Elles permettent en effet de porter devant la justice non seulement les transporteurs, mais également les commanditaires des groupes impliqués dans la criminalité organisée. Les législations et pratiques des États membres en matière de livraison contrôlée diffèrent encore sensiblement, ce qui est susceptible d'entraver la coopération policière et judiciaire.

Les livraisons contrôlées nécessitent toujours une intervention rapide, car tout retard peut nuire à l'efficacité des opérations. Des difficultés pratiques peuvent survenir pour l'identification des autorités chargées d'approuver le recours aux livraisons contrôlées. Dans certains États membres, les livraisons contrôlées doivent être approuvées par les autorités judiciaires, tandis que d'autres confient cette compétence aux forces de police. L'identification des autorités compétentes dans un État membre peut donc être problématique. Lors du séminaire d'Eurojust sur le trafic de stupéfiants, organisé en octobre 2011, il a été proposé de dési-

gner des points de contact centraux dans chaque État membre (le cas échéant au niveau judiciaire) chargés d'autoriser les livraisons contrôlées.

Eurojust a contribué à la résolution de ces problèmes en général et de problèmes liés à la recevabilité des preuves en particulier. La vérification de l'autorisation donnée à la mesure de la livraison a un impact direct sur leur recevabilité, tout comme la proportionnalité des moyens de surveillance intrusifs utilisés ou d'autres aspects similaires. La substitution des drogues avant la réalisation d'une livraison contrôlée est également source de difficultés puisqu'elle est prévue dans la législation de certains États membres seulement. Les livraisons contrôlées impliquant des États tiers sont particulièrement difficiles à mettre en œuvre. Eurojust a donc prêté son concours aux praticiens des États membres en mettant à profit son expérience en matière d'opérations transfrontalières pour la mise en place de telles mesures au-delà des frontières de l'Union européenne.

En 2011, Eurojust a de plus en plus souvent aidé à clarifier les exigences juri-

Plusieurs États membres d'Europe centrale enquêtaient sur un groupe impliqué dans la criminalité organisée, qui fournissait à des complices basés en Turquie de l'anhydride acétique, un précurseur essentiel à la fabrication de l'héroïne. L'enquête avait permis d'établir que les quantités incriminées s'élevaient à plus de 30 tonnes (environ 400 à 600 kg d'héroïne peuvent être fabriqués avec une tonne d'anhydride acétique). L'héroïne produite était ensuite vendue dans l'Union européenne. Les précédentes tentatives pour organiser une livraison contrôlée du précurseur en Turquie s'étaient soldées par un échec.

Lorsque les autorités slovaques ont été informées d'un nouveau projet visant à expédier 10 tonnes d'anhydride acétique en Turquie, puis à convoyer 300 kg d'héroïne via l'Italie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la République slovaque et l'Autriche, elles ont contacté Eurojust afin qu'une livraison contrô-

diques nationales spécifiques en matière de livraisons contrôlées. Dans un dossier, la livraison contrôlée n'avait pas pu être exécutée, car les informations requises par la législation nationale du pays sollicité ne figuraient pas dans la demande. Pour éviter la survenance de

lée transfrontalière sous contrôle judiciaire puisse être organisée. Eurojust a associé Europol pour la réalisation d'une analyse des recoupements, qui a permis d'établir des liens avec les enquêtes menées dans d'autres pays. En novembre 2011, tous les pays concernés (y compris la Turquie) ont participé à une réunion de coordination dans les locaux d'Eurojust afin de convenir d'un plan d'action. La livraison contrôlée de l'anhydride acétique dans les États membres s'est déroulée comme prévu, mais une fois en Turquie, le chargement a été saisi et le chauffeur du camion, innocent, a été arrêté, contrairement à ce qui avait été convenu lors de la réunion de coordination. Eurojust a joué un rôle actif et crucial pour faire libérer le chauffeur du camion. Bien que l'opération n'ait pu être poursuivie en Turquie, huit dirigeants ont été arrêtés dans l'Union européenne, et au total, 32 tonnes d'anhydride acétique, des drogues, des armes illégales et de faux documents ont été saisis.

telles difficultés, il peut s'avérer utile pour les États membres de faire appel à Eurojust, afin que les commissions rogatoires visant les livraisons contrôlées soient rédigées de façon à répondre aux exigences légales spécifiques de chaque État membre traversé.

### 1.3 La coopération judiciaire dans les domaines prioritaires de la criminalité

#### 1.3.1 Le terrorisme

Vingt-sept dossiers concernant des infractions liées au terrorisme et à son financement ont été soumis à Eurojust en 2011 (28 en 2010), et la lutte contre le terrorisme a une nouvelle fois été considérée comme un axe d'intervention prioritaire. Une réunion de coordination portant sur un dossier lié au terrorisme a été organisée (avec la participation d'Europol). Une ECE a été constituée pour appuyer une enquête transnationale, et une seconde ECE, créée précédemment, a poursuivi son travail opérationnel.

À partir des informations communiquées par les correspondants nationaux d'Eurojust en charge du terrorisme, (en vertu de la décision 2005/671/JAI du Conseil du 20 septembre 2005) et de sources ouvertes, Eurojust a publié trois numéros du bulletin de suivi des condamnations en matière de terrorisme (*Terrorism Convictions Monitor*) en 2011. La revue

identifie les dossiers présentant un intérêt général pour l'UE en matière de terrorisme, et présente les bonnes pratiques résultant de l'analyse des affaires judiciaires. Par ailleurs, elle permet de diffuser des informations sur l'évolution de la législation dans ce domaine.

Le groupe de travail chargé de la lutte contre le terrorisme - *Counter Terrorism Team* - permet à Eurojust d'organiser des réunions tactiques et stratégiques, au cours desquelles des magistrats et spécialistes partagent leur expertise, dans le but d'aider les décideurs européens à coordonner plus efficacement la lutte contre le terrorisme. Une réunion tactique sur le thème « Extrémisme/terrorisme violent lié à l'idéologie » a été tenue en avril 2011. Au cours de leur réunion stratégique annuelle en juillet, les correspondants nationaux d'Eurojust en charge du terrorisme ont étudié les résultats d'un questionnaire fourni par les autorités judiciaires de l'UE sur l'utilisation d'Internet par les extrémistes islamistes, et ont travaillé sur des analyses de cas.

Eurojust a contribué au rapport annuel du coordinateur de la lutte contre le terro-

risme de l'UE, à une étude initiée par le Parlement européen sur les coûts estimés des interventions de lutte contre le terrorisme dans l'UE (*Estimated costs of EU counterterrorism measures*), et à l'élaboration du rapport 2011 d'Europol sur la situation et les tendances du terrorisme (TE-SAT). Eurojust a également participé, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité d'experts sur le terrorisme (CODEXTER) du Conseil de l'Europe.

#### 1.3.2 Le trafic de stupéfiants

Avec 242 dossiers enregistrés en 2011 (soit 16,8 % du nombre total de dossiers), le trafic de stupéfiants a été la forme de criminalité la plus courante dans les dossiers soumis à Eurojust. Si le nombre de dossiers a quelque peu diminué par rapport à 2010 (254), le nombre de réunions de coordination ayant trait à des affaires de trafic de stupéfiants a cependant progressé, passant de 39 à 50 entre 2010 et 2011. Sept ECE concernant des dossiers de trafic de stupéfiants ont été constituées en 2011, contre trois seulement en 2010.

En octobre 2011, en lien avec la présidence polonaise du Conseil de l'Union euro-

péenne, Eurojust a organisé un séminaire stratégique à Cracovie dans le cadre du projet « renforcer l'action d'Eurojust dans les dossiers de trafic de stupéfiants ». Ce séminaire a permis d'analyser et d'évaluer les données et résultats des réunions de coordination d'Eurojust portant sur des affaires de trafic de stupéfiants entre le 1<sup>er</sup> septembre 2008 et le 31 août 2010, afin d'identifier les principaux défis rencontrés et les solutions apportées. Le rapport final de ce projet, qui intégrera le contenu des débats du séminaire de Cracovie ainsi que les résultats de l'analyse des dossiers, sera publié en 2012.

Eurojust est désormais associée à l'ensemble des fichiers d'analyse d'Euro-pol ayant trait au trafic de stupéfiants (Fichiers Héroïne et Cannabis en 2011). Par ailleurs, Eurojust a pris part à l'élaboration du Pacte européen pour la lutte contre les drogues de synthèse, ainsi qu'aux séminaires de la Commission sur la révision de la législation de l'UE relative au trafic de stupéfiants. Enfin, Eurojust a renforcé sa coopération avec l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) (les deux organisations se sont réciproquement rendues visite en 2011) et a continué à aider le Collège

En août 2010, la police française a intercepté un camion transportant plus de 2 000 kg de cannabis. Des liens avec la Belgique, les Pays-Bas, la Lituanie et l'Estonie ayant été établis, le concours d'Eurojust a été sollicité. Trois réunions de coordination ont été tenues dans les locaux d'Eurojust, avec la participation d'Europol, pour favoriser l'échange d'informations et ainsi cibler l'intégralité du réseau criminel. Les données échan-

gées ont permis d'établir l'implication d'un groupe néerlandais impliqué dans la criminalité organisée et la nécessité de constituer une ECE. Créée en février 2011, cette ECE a bénéficié du financement d'Eurojust pour ses activités opérationnelles. En mai 2011, plusieurs personnes ont été arrêtées en Belgique et en France, et des perquisitions ont été réalisées aux Pays-Bas. Le groupe criminel a ainsi pu être démantelé.



Visite de M<sup>me</sup> Myria Vassiliadou, coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains (Commission européenne)

européen de police (CEPOL) pour l'organisation de ses sessions de formation.

### 1.3.3 La traite des êtres humains

En 2011, Eurojust a enregistré 79 dossiers dans ce domaine de criminalité, liés pour la plupart à des affaires de traite à des fins d'exploitation sexuelle. Si le nombre de dossiers soumis était légèrement inférieur à celui de 2010 (87), le nombre

Une organisation criminelle, dont les dirigeants étaient majoritairement vietnamiens, fournissait de faux documents à des immigrants clandestins, avant de les faire entrer illégalement dans l'Union européenne via l'Europe de l'Est. Une fois que ces immigrants avaient atteint la Belgique ou la France, un groupe de Kurdes irakiens lié à cette organisation criminelle les faisait passer clandestinement au Royaume-Uni, moyennant une somme comprise entre 2 000 et 3 000 euros pour chaque entrée illégale. Pour faire progresser ce dossier, qui s'étendait au-delà des frontières de l'UE et impliquait des États tiers, Eurojust a été invitée à intervenir par un juge français chargé de l'enquête à Lille.

Eurojust a organisé une réunion de coordination avec l'ensemble des autorités concernées. La date

de l'intervention concertée à l'encontre de l'organisation criminelle, au cours de laquelle Eurojust mettrait à disposition un centre de coordination, ainsi que le lieu d'engagement des poursuites ont été déterminés. Grâce à l'appui et la coordination d'Eurojust et Europol, les officiers de police et les magistrats chargés de l'enquête sont intervenus en France, au Royaume-Uni, en République tchèque, en Allemagne et en Hongrie. Eurojust a fourni conseil et appui pour l'émission et l'exécution immédiates de commissions rogatoires et de mandats d'arrêt : 30 personnes suspectées ont été arrêtées, des MAE et des perquisitions ont été exécutées et une importante culture de cannabis sous abri a été découverte, même s'il ne s'agissait pas de l'objet principal de l'enquête. La production a été arrêtée.

de réunions de coordination tenues dans ce domaine de criminalité a en revanche pratiquement doublé, passant de 13 à 24 entre 2010 et 2011. Au total, six ECE concernant des affaires de TEH ont été constituées au cours de l'année 2011.

Le 18 octobre 2011, dans le cadre de la présidence polonaise, Eurojust et d'autres

organismes œuvrant dans le domaine de la JAI (le CEPOL, le Bureau européen d'appui en matière d'asile, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, Europol, l'Agence des droits fondamentaux (FRA) et Frontex) ont participé à la 5<sup>e</sup> journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains avec le coordinateur de l'UE dans ce domaine.

Au cours de cette journée, un débat s'est tenu entre les dirigeants des différents organismes, une déclaration commune a été signée par Eurojust et d'autres organes et trois ateliers ont été organisés. Eurojust, en partenariat avec Europol, a présidé l'atelier sur les enquêtes et poursuites des infractions liées à la TEH.

Certaines autorités considèrent cependant que les enquêtes et poursuites dans ce domaine de criminalité restent insuffisantes. En effet, ce sont souvent les victimes elles-mêmes qui sont condamnées pour des faits liés à la prostitution ou l'immigration illégale. Pour se pencher sur la question, l'équipe d'Eurojust chargée de la traite des êtres humains et des crimes associés a initié le projet stratégique « l'action d'Eurojust contre la traite des êtres humains » dans le but d'identifier les éventuels obstacles juridiques et pratiques qui entravent les poursuites pour TEH dans l'Union européenne et de proposer des solutions. Ce projet prendra fin en 2012.

#### 1.3.4 La fraude

En 2011, 218 dossiers portant sur des délits de fraude ont été enregistrés, un

chiffre en hausse par rapport à 2010 (204). Le terme « fraude » englobe un large éventail d'infractions pénales, notamment la fraude fiscale, la fraude informatique, la fraude aux avances sur commission, l'abus de biens sociaux et la fraude à la TVA. Le nombre de réunions de coordination organisées dans des affaires de fraude a progressé, passant de 17 à 58 entre 2010 et 2011. Quatre ECE ont été initiées en 2011 pour faciliter les enquêtes portant sur des affaires de fraude.

Dans ce domaine de criminalité, la fraude à la TVA est la plus concernée. Vingt-quatre réunions de coordination ont spécifiquement porté sur cette infraction en 2011, ce qui laisse entrevoir ses répercussions sur les ressources des États membres.

En 2011, l'équipe d'Eurojust chargée des infractions économiques et financières a finalisé le projet stratégique initié pour améliorer l'échange d'informations et l'entraide entre les autorités judiciaires des États membres de l'UE dans le domaine de la fraude à la TVA. Le 28 mars, un séminaire stratégique, auquel ont participé les praticiens de tous les États membres et d'Europol, a été organisé dans le but

d'identifier les obstacles juridiques et pratiques qui entravent les enquêtes et poursuites pour fraude à la TVA, et plus particulièrement ce que l'on appelle le carrousel de TVA. Plusieurs recommandations ont été formulées, notamment : le rapprochement des définitions, des niveaux de sanctions et des durées de prescription dans les États membres en matière de fraude à la TVA ; la nécessité

de mettre en place, dans tous les États membres, un cadre juridique régissant les enquêtes et poursuites dans le cadre des affaires de fraude à la TVA transfrontalière, indépendamment du lieu où le délit a été commis et de la perte subie ; et la nécessité d'instaurer une coopération judiciaire et policière transfrontalière le plus tôt possible, avec le concours d'Eurojust et d'Europol.

Les directeurs d'une société néerlandaise étaient suspectés de se livrer à une fraude à la Ponzi de grande envergure. Huit cent investisseurs avaient été persuadés d'acquérir des produits d'investissement frauduleux pour un total de 200 millions d'euros. Les investisseurs étaient recrutés par le biais de publicités télévisées, du programme télévisé néerlandais « Business Class » et au salon « Millionaire Fairs ». La société néerlandaise possédait également des succursales commerciales dans toute l'Europe. Étant donné le caractère international de la fraude (qui impliquait au minimum quatre États membres et quatre États tiers), l'assistance d'Eurojust a été sollicitée. Au terme d'une réunion de coordination organisée à Eurojust, il a été décidé de constituer un centre de coordination à La Haye.

Le 27 septembre 2011, les autorités judiciaires et les officiers de police de huit pays ont mené une opération commune. Aux Pays-Bas, six domiciles, cinq locaux d'entreprise et le bureau d'un avocat ont été perquisitionnés. Il en a été de même pour un domicile et deux locaux d'entreprise en Suisse. Des recherches ont été effectuées simultanément en Belgique, en Espagne, au Royaume-Uni, en Turquie, aux États-Unis et à Dubaï. Eurojust a coordonné les perquisitions et arrestations en temps réel, depuis le centre de coordination. Grâce à cette opération, plusieurs types d'actifs, notamment des biens immobiliers, des véhicules et d'importantes quantités de liquidités déposées sur des comptes bancaires, ont été saisis dans plusieurs États.

Des allégations de corruption ont été formulées à l'encontre de quatre députés européens au terme d'une enquête menée par un organe de presse. Le Parlement européen (PE) a refusé à l'OLAF le droit d'effectuer une enquête administrative dans le cadre de ce dossier sans une ordonnance des autorités judiciaires nationales, et s'est opposé à ce que les officiers anti-fraude perquisitionnent les bureaux des députés suspectés. Les autorités nationales compétentes des États membres concernés ont ouvert des enquêtes et sollicité l'assistance d'Eurojust. Sur proposition d'Eurojust, les autorités judiciaires autri-

chiennes ont invité l'OLAF à fournir un appui technique, notamment dans le cadre de la perquisition des locaux du PE. Grâce au concours de l'OLAF et d'Eurojust, les locaux du PE ont été perquisitionnés dans des délais très brefs par les autorités françaises et belges à la demande des autorités judiciaires autrichiennes. Une réunion de coordination impliquant l'Autriche, la Roumanie, la Slovaquie, la Belgique et la France a été organisée avec l'aide de l'OLAF et d'Eurojust. L'OLAF a contribué à la réussite de la perquisition, ordonnée par les autorités nationales, dans des délais satisfaisants. Ce dossier est en cours.

### 1.3.5 La corruption

Vingt-six dossiers liés à des affaires de corruption ont été soumis à Eurojust en 2011, un nombre en léger recul par rapport à 2010 (31). Conformément à la tendance observée, marquée par un renforcement du travail de coordination d'Eurojust, le nombre de réunions de coordination a progressé de façon soutenue, passant de 11 à 19 entre 2010 et 2011.

Une ECE portant sur une affaire de corruption, qui avait été précédemment

constituée à Eurojust, a reçu les fruits de son travail en 2011 : la société d'un État membre suspectée dans une affaire de corruption transfrontalière à dimension internationale a en effet procédé à un règlement d'environ 3 millions d'euros.

### 1.3.6 La cybercriminalité

Vingt-quatre dossiers ont été soumis à Eurojust en 2011, soit moins qu'en 2010 (32). En revanche, le nombre de réunions de coordination d'Eurojust concernant des affaires de cybercriminalité a

progressé de façon significative, puisqu'il est passé de 1 à 10 entre 2010 et 2011. Eurojust a participé à deux ECE au cours de l'année.

Le terme « cybercriminalité » recouvre deux types d'activité criminelle : l'utilisation d'Internet pour commettre des infractions pénales « classiques », telles que la fraude, les faux, la publication de supports concernant des abus sexuels etc., et l'utilisation de moyens électroniques pour perturber ou paralyser des systèmes d'information. Eurojust a contribué à la lutte contre ces deux types de cybercriminalité et a en outre pris part à des initiatives visant à répondre à cette menace à l'échelle de l'UE. Eurojust a continué à coopérer avec la Plateforme européenne de lutte contre la cybercriminalité, qui comprend le Système en ligne de signalement des cybercrimes (*Internet Crime Reporting Online System*, I-CROS) et le fichier d'analyse d'Europol (AWF) CYBORG. Eurojust est par ailleurs intervenue en qualité d'expert dans le cadre des discussions en cours sur l'éventuelle création d'un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité.



### 1.3.7 Le blanchiment d'argent

En 2011, 122 dossiers ayant trait à des affaires de blanchiment d'argent ont été enregistrés, contre 146 en 2010. Sur le nombre total des dossiers, le blanchiment d'argent est arrivé en quatrième position parmi les types de criminalité les plus fréquents (après le trafic de stupéfiants, la fraude et la TEH). Ce chiffre n'est pas surprenant dans la mesure où les groupes impliqués dans la criminalité organisée doivent d'une part rendre licites les profits générés par leurs activités criminelles, et d'autre part financer leurs

Des pirates informatiques ont pris pour cible les registres nationaux de droits d'émission de carbone en République tchèque, en Autriche, en Allemagne, en Grèce, en Roumanie, en France et au Royaume-Uni. Environ 1 175 000 droits d'émission (d'une valeur approximative de 18 millions d'euros) ont été dérobés au registre carbone et électricité de la République tchèque, et transférés sur des comptes dans plusieurs pays européens. Nombre d'entre eux ont été retrouvés en Allemagne, en Estonie et au Royaume-Uni.

Le mode opératoire de ces attaques était quasiment identique dans les sept États membres, les pirates ayant utilisé des méthodes similaires et sophistiquées. Par conséquent, la probabilité que ces

attaques fussent liées était particulièrement élevée. Au cours de l'enquête, le procureur tchèque a eu besoin d'informations de la part d'autres États membres et a donc demandé à Eurojust d'intervenir pour coordonner et faciliter la coopération judiciaire. En lien avec le Réseau judiciaire européen (RJE), Eurojust a supervisé et facilité l'exécution des demandes de coopération judiciaire soumises à l'Allemagne, à l'Estonie et au Royaume-Uni, afin que les droits d'émission dérobés puissent être partiellement saisis et restitués aux victimes. D'autres axes d'enquête liés à des activités de *phishing* (hameçonnage) et de piratage ont émergé à mesure que la dimension transfrontalière de l'affaire se renforçait. Eurojust continuera à prêter son concours tout au long de l'avancement du dossier.

futures entreprises criminelles. Par conséquent, les groupes impliqués dans la criminalité organisée envoient fréquemment des fonds dans d'autres pays pour réaliser ces objectifs. Vingt-sept réunions de coordination ont été tenues en 2011 dans ce domaine de criminalité (contre 30 en 2010) et deux ECE ont été constituées. En outre, deux autres ECE liées à des affaires de trafic de stupéfiants ont également traité le blanchiment d'argent.

Le caractère horizontal du blanchiment d'argent a été souligné dans les rapports EMCO (Évaluation de la menace que représente le crime organisé) de 2009 et EMCOR (Évaluation de la menace que représente le crime organisé russe) de 2008. Par la suite, le Conseil de l'Union européenne a identifié ce domaine de criminalité comme l'une des priorités de l'UE pour la période 2010-2011 dans la lutte contre la criminalité organisée.

Des ressortissants italiens résidant en Allemagne faisaient l'objet d'une enquête dans le cadre d'une affaire de fraude à la TVA et de blanchiment d'argent liée à un trafic de voitures de grande envergure. Les procureurs allemands, qui avaient pris contact avec leurs collègues italiens, se sont retrouvés confrontés à une difficulté juridique d'exécution, qui a été soumise à l'examen d'Eurojust. Après analyse de la situation, Eurojust a conseillé aux autorités judiciaires italiennes d'envisager l'ouverture d'une enquête parallèle. Eurojust a alors organisé une réunion de coordination au cours de laquelle un accord

sur l'avancement du dossier a pu être trouvé. Y a également été fixée la date de l'opération concertée, organisée par l'intermédiaire d'un centre de coordination à Eurojust.

Le centre de coordination a permis d'assurer un échange d'informations et de preuves en temps réel entre la police et les autorités judiciaires des États membres concernés, et de procéder à l'analyse immédiate des données recueillies. Grâce à cette opération simultanée, le principal suspect a été arrêté en Allemagne et accusé de blanchiment d'argent. Par ailleurs, de nombreuses per-

quisitions ont été effectuées dans les deux États membres (5 en Allemagne et 20 en Italie) dans les résidences des principaux suspects, ainsi que dans les locaux des sociétés impliquées dans le trafic. Des éléments de preuve, plusieurs ordinateurs, et quelque 300 000 euros d'actifs ont été saisis. De plus, un compte bancaire allemand a été gelé. Eurojust a joué un rôle de catalyseur contribuant ainsi à l'issue favorable de cette opération commune. L'organisation assurera le suivi de ces deux enquêtes parallèles, afin de veiller à ce que les résultats soient optimaux sur le plan judiciaire.

Les autorités bulgares ont sollicité l'assistance d'Eurojust dans un dossier concernant un groupe impliqué dans la criminalité organisée, qui se livrait à l'usurpation d'identité, au piratage (*skimming*) et à la contrefaçon de l'euro. Le dirigeant du groupe avait la double nationalité (bulgare et macédonienne) et résidait en Espagne. Suite à la demande des autorités bulgares, Eurojust a

contribué à la création d'une ECE entre les autorités bulgares et espagnoles, Eurojust et Europol.

Au terme d'une réunion de l'ECE tenue en avril 2011, il a été établi que les autorités allemandes enquêtaient également sur le suspect. Eurojust a rapidement fait intervenir son bureau allemand qui s'est mis en rapport avec ses homologues

nationaux. Les autorités allemandes ont ainsi pu procéder à l'arrestation de citoyens bulgares et de ressortissants d'États tiers, en possession de près de 300 000 euros contrefaits. L'implication et l'assistance d'Eurojust pour faciliter la coordination des interventions entre les autorités nationales chargées des poursuites ont permis de finaliser avec succès l'enquête bulgare.

### 1.3.8 Les autres activités relevant de la criminalité organisée

En 2011, 197 dossiers ont été soumis à Eurojust dans la catégorie « Autres activi-

tés relevant de la criminalité organisée », un nombre en baisse par rapport aux 233 dossiers enregistrés en 2010. Le nombre de réunions de coordination, qui s'établissait à 13 en 2010, a été porté à 56 in 2011.

Six ECE ciblant des groupes impliqués dans la criminalité organisée ont été constituées.

Les statistiques fournies dans cette catégorie doivent être prises avec du recul. La

En mai 2009, un navire néerlandais, le *Marathon*, a été abordé par des pirates dans le golfe d'Aden. Les autorités néerlandaises ont envisagé deux options : (1) une intervention militaire contre les pirates, ou (2) une négociation avec ces derniers, qui avaient exigé une rançon de plusieurs millions de dollars américains. Le propriétaire du navire a décidé de négocier la libération par le paiement d'une rançon. Bien que la rançon ait été payée et qu'un membre de l'équipage ait trouvé la mort, il n'a été procédé à aucune arrestation. Le propriétaire du navire néerlandais a déposé plainte pour extorsion auprès des autorités néerlandaises, ce qui a établi la compétence des Pays-Bas. L'enquête a permis d'identifier de nombreux pirates associés à d'autres enquêtes en cours en Allemagne et en Belgique.

Au fur et à mesure de l'avancement du dossier, plusieurs réunions de coordination ont été tenues, et des informations échangées, s'agissant notamment

du mode opératoire, des noms des suspects etc. Mais surtout, Eurojust a mis en place le forum grâce auquel les procureurs chargés des affaires de piraterie maritime ont pu échanger leur expérience concernant les problèmes juridiques et de preuves découlant du lieu des poursuites, de la situation à bord, d'aspects liés à l'arrestation et la remise des personnes, des modalités de détention, du recueil des preuves, de l'audition des témoins, de l'identification des suspects, de la détermination de l'âge (qui peut déterminer le choix du tribunal et le statut légal des pirates suspectés), etc. Un partenariat avec des tierces parties comme la marine, des compagnies d'assurance ou les autorités portuaires a été expérimenté et des instruments d'enquête pour suivre les produits de la piraterie ont été parallèlement mis en œuvre. Les cibles principales ayant pu être identifiées au cours des réunions d'Eurojust, une ECE entre les Pays-Bas et l'Allemagne a été constituée en novembre 2011.

catégorie « Autres activités relevant de la criminalité organisée » est de toute évidence une catégorie résiduelle, utilisée uniquement lorsque les autres aspects des activités relevant de la criminalité organisée, telle que le trafic de stupéfiants, la TEH ou le blanchiment d'argent, ne s'appliquent pas.

Dans ce contexte, Eurojust a entrepris d'améliorer son système d'enregistrement des chiffres sur la criminalité organisée. Les conclusions du Conseil de 2010 sur le rapport annuel d'Eurojust mettaient en exergue l'intention d'Eurojust d'améliorer ses outils statistiques, pour être en mesure de fournir au Conseil des données chiffrées plus détaillées concernant la criminalité organisée. Ces efforts ont été poursuivis en 2011 et se sont notamment matérialisés par l'élaboration d'une nouvelle liste d'infractions dans le système de gestion des dossiers (CMS), adaptée aux besoins d'Eurojust et approuvée par le collège.

Quelles que soient les difficultés rencontrées pour l'enregistrement des « autres activités relevant de la criminalité organisée », il est clair que la criminalité orga-

## **Le point de contact chargé de la protection des enfants à Eurojust – Les infractions commises à l'encontre des enfants**

En 2011, 33 dossiers concernant des infractions au préjudice d'enfants ont été soumis à Eurojust, dont deux par la Norvège. Depuis 2004, Eurojust a enregistré un total de 169 dossiers liés à des infractions au préjudice d'enfants, dont 6 émanant de Norvège. Parmi les dossiers traités par Eurojust, les principaux types de criminalité au préjudice d'enfants étaient les abus sexuels, y compris le viol et l'exploitation sexuelle, la pédopornographie et la TEH.

En 2011, le point de contact chargé de la protection des enfants a renforcé la coopération d'Eurojust avec la coalition financière européenne contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet (EFC). Créée en 2009, l'EFC a pour mission de lutter contre la diffusion à des fins commerciales d'images à caractère pédopornographique sur Internet. En 2011, une nouvelle structure a été mise en place pour qu'elle soit centrée sur les aspects répressifs et judiciaires de son secteur d'activité.

Tirant parti de ses précédents succès opérationnels, tels que l'opération « Lost Boy », qui a permis de démanteler un réseau pédophile et de soustraire plus de 70 enfants à leurs agresseurs dans l'Union européenne, des contacts ont été établis avec la division « Child Exploitation & Obscenity » du Département de la justice américain, ainsi qu'avec d'autres agences gouvernementales et ONG aux États-Unis.

Eurojust a organisé une réunion tactique sur le tourisme sexuel. Dans ces dossiers, les abus sexuels sont infligés à des enfants dans un État tiers à l'UE (souvent dans les pays en voie de développement), et les poursuites engagées dans l'État membre de l'agresseur. La réunion visait à examiner les obstacles pratiques auxquels sont confrontées les autorités judiciaires des États membres dans de tels dossiers (notamment en l'absence d'accord de coopération avec l'État tiers), et le rôle joué par Eurojust dans la résolution des difficultés liées au recueil et à la recevabilité des preuves et à l'identification et la sécurité des victimes. Les participants ont souligné l'importance du réseau de points de contacts avec les États tiers et de la coopération avec les ONG locales.

nisée elle-même reste l'une des priorités absolues pour Eurojust, traduisant la volonté de l'Union européenne de lutter spécifiquement contre les groupes impliqués dans la criminalité organisée.

### **1.4 Les équipes communes d'enquête**

En 2011, 33 nouvelles ECE ont été constituées avec l'aide d'Eurojust. Les

procureurs, juges et officiers de police d'Eurojust ont participé à 29 de ces ECE, conformément à l'article 9f de la décision Eurojust. Deux États extérieurs à l'Union européenne ont participé à une

ECE multilatérale appuyée par Eurojust. L'augmentation constante du nombre d'ECE constituées avec l'aide et la participation d'Eurojust révèle que les autorités nationales maîtrisent de mieux en mieux cet instrument, et sont de plus en plus enclines à y recourir dans le cadre de leurs activités opérationnelles.

La progression du nombre d'ECE suggère également que les autorités judiciaires et de police considèrent Eurojust comme un point de référence lorsqu'elles examinent l'opportunité de la création d'une ECE. Cet aspect a été renforcé en 2011 par l'établissement du Secrétariat du réseau des ECE dans les locaux d'Eurojust (voir également la section 2.2.2).

Eurojust a assisté les praticiens des ECE de diverses façons, notamment pour élaborer, amender et proroger les accords relatifs aux ECE. En traitant fréquemment du sujet, Eurojust a également acquis une expertise qui lui permet de formuler des recommandations concernant d'éventuels obstacles juridiques et d'éviter d'autres difficultés.

Dans les dossiers traités par Eurojust, deux problèmes sont observés de façon

récurrente lorsqu'une ECE est mise en place : la recevabilité des preuves et la divulgation d'informations. Le premier point a occupé une place importante dans les discussions au cours des réunions de coordination. Lorsqu'on institue une coopération entre différents systèmes judiciaires, il est fondamental de trouver un accord préalable sur les exigences applicables à la réalisation d'actes d'enquête spécifiques mais aussi de maîtriser les aspects procéduraux des différents systèmes concernés. Par exemple, la recevabilité d'interceptions téléphoniques ou d'éléments de preuve recueillis dans le cadre d'une perquisition peut être soumise à des règles différentes selon les États membres. Eurojust joue un rôle décisif en fournissant des conseils pointus sur ces aspects, même pour suggérer que la création d'une ECE n'est pas appropriée, comme cela est arrivé à une occasion. Si les exigences juridiques nationales applicables à des types d'enquête spécifiques ne sont pas compatibles avec les activités de l'ECE envisagées, la possibilité d'ouvrir des enquêtes parallèles ou de recourir à des procédures d'entraide traditionnelles doit être envisagée.



*Signature d'un accord relatif à une ECE entre la Bulgarie et les Pays-Bas*

La seconde difficulté pratique fréquemment rencontrée lors des réunions de coordination d'Eurojust concerne la divulgation d'informations du dossier. L'échange rapide d'informations étant l'un des principaux avantages d'une ECE, ses membres doivent savoir dès le départ dans quelle mesure et dans quel délai les informations sensibles doivent être communiquées à la défense et aux juridictions en vertu de la législation nationale

des États membres concernés. Il est fondamental de posséder des connaissances sur les règles nationales relatives à la « divulgation » des informations pour éviter les situations dans lesquelles les autorités d'un État membre sont tenues de divulguer des informations sensibles que les autorités d'un autre État membre avaient l'intention de divulguer ultérieurement. Cette expertise est primordiale non seulement parce qu'elle a des répercussions sur les procédures judiciaires, mais également parce qu'une divulgation non prévue peut compromettre les enquêtes en cours dans un État membre, voire exposer les sources d'information à un risque pour leur vie ou leur intégrité physique.

Il convient par ailleurs de souligner que les autorités nationales peuvent détenir des informations importantes sans pour autant être membres de l'ECE. Dans de telles circonstances, des accords doivent être conclus pour définir avec précision la façon dont les éventuelles informations divulguées dans le cadre de l'enquête transfrontalière d'une ECE seront traitées. Ce n'est qu'une fois que les différentes règles nationales relatives à la divulgation d'informations ont été bien comprises

que les autorités nationales peuvent être encouragées à échanger des informations sensibles. Eurojust a fourni une aide précieuse aux États membres en appelant leur attention sur les implications des différentes règles relatives à la divulgation et en les conseillant sur l'élaboration minutieuse de l'accord relatif à l'ECE. Eurojust a ainsi contribué à prévenir les divulgations non maîtrisées et la mise en danger éventuelle des personnes ayant communiqué des informations sur des groupes impliqués dans la criminalité organisée.

Dans le cadre de leurs efforts constants visant à développer l'utilisation des ECE, Eurojust et Europol ont accueilli, en octobre 2011, la septième réunion annuelle du réseau d'experts nationaux sur les ECE (réseau des ECE). La séance plénière était axée sur les aspects opérationnels des ECE, tels que la participation des États tiers ou les obstacles opérationnels spécifiques à l'utilisation des ECE. Comme les années précédentes, chaque organisation a présidé un atelier. L'un avait pour thème « Les obstacles juridiques et pratiques liés à la constitution et au fonctionnement d'une ECE, et les solutions en matière de preuves », le second concernait « Les ECE

et leurs interactions avec les partenaires extérieurs ». La réunion s'est achevée par une séance plénière sur les services mis à la disposition des experts sur les ECE, au cours de laquelle le Secrétariat du réseau des ECE a présenté les différents types d'assistance disponibles pour constituer et faire fonctionner des ECE. Eurojust a également joué un rôle actif dans la formation aux ECE, notamment dans le cadre des séminaires et conférences organisés par le CEPOL.

#### *Eurojust et le soutien financier aux ECE*

Outre les conseils fournis aux praticiens, Eurojust a évalué et appuyé les ECE sur les plans financier et logistique. En 2011, Eurojust a poursuivi son projet de financement des ECE, intitulé « Développer l'utilisation des ECE », grâce à une subvention octroyée par la Commission européenne dans le cadre du programme « Prévenir et combattre la criminalité 2007-2013 ». Ce projet est aujourd'hui une composante clé des efforts déployés pour éviter que les contraintes financières ne découragent le recours aux ECE dans la lutte contre les groupes impliqués dans la criminalité organisée.

En 2011, Eurojust a soutenu 34 ECE par le biais de ce projet. Seize États membres ont participé à des ECE ayant reçu un financement après une évaluation effectuée par Eurojust. Sur la base des 71 demandes de financement reçues, Eurojust a participé, pour un montant total d'environ 1,25 million d'euros, au financement des frais de déplacement, d'hébergement, de traduction et d'interprétation découlant des activités opérationnelles des ECE. Par ailleurs, un certain nombre de téléphones portables, d'ordinateurs portables, d'imprimantes et de scanners portables ont été prêtés aux membres des ECE pour faciliter les communications.

De plus amples informations sur le projet de financement des ECE sont disponibles sur le site Internet d'Eurojust.

Plusieurs modifications législatives ont renforcé le rôle financier d'Eurojust auprès des ECE. En vertu de la décision Eurojust, qui aurait dû être transposée dans les États membres avant juin 2011, les procureurs, les juges et les officiers de police d'Eurojust peuvent être invités à participer aux ECE sollicitant un financement de l'UE.

Les autorités espagnoles ont ouvert une enquête sur des groupes ukrainiens impliqués dans la criminalité organisée, à la tête de plusieurs réseaux se livrant à l'immigration illégale de ressortissants ukrainiens au Portugal et en Espagne via une base logistique située en Italie. Au terme d'opérations qui ont permis de démanteler les réseaux dans ces États membres, il a été décidé de combattre l'organisation criminelle à la source. Eurojust a

donc organisé une réunion de coordination, à laquelle ont participé les autorités ukrainiennes et les États membres. Les forces de police et les autorités chargées des poursuites ont échangé des informations pertinentes, les principaux suspects ont été identifiés et un accord a été conclu avec les autorités ukrainiennes pour déterminer comment combattre le plus efficacement possible l'organisation criminelle à la source.

Une autre disposition de la décision Eurojust impose aux États membres d'informer Eurojust lorsqu'une ECE est constituée, que celle-ci bénéficie ou non d'une assistance financière de l'UE. En 2011, 8 notifications ont été reçues par Eurojust en vertu de cette disposition.

### 1.5 Les dossiers soumis à Eurojust impliquant des États tiers

Au cours de l'année, les États tiers ont été sollicités à 211 occasions. L'État tiers le plus sollicité a été la Suisse, suivie de

la Norvège, la Croatie, les États-Unis, la Turquie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Maroc et le Liechtenstein. Dans ces dossiers, les principaux types de criminalité étaient le trafic de stupéfiants, l'escroquerie et la fraude, le blanchiment d'argent, et les délits portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle ou à la liberté personnelle. L'assistance d'Eurojust a également été sollicitée dans des affaires de corruption et de cybercriminalité impliquant des États tiers.

Les États tiers ont été représentés lors de 45 réunions de coordination d'Euro-

just en 2011, soit environ un quart des réunions. L'État tiers le plus souvent représenté au cours de ces réunions a été la Suisse (12), suivie des États-Unis (7), de la Croatie (5), de la Norvège (4), de l'Ukraine (4), de la Turquie (2) et du Japon (2). Bien qu'étant déjà significative, la participation des États tiers aux réunions de coordination d'Eurojust doit encore être encouragée et renforcée.

La coopération judiciaire des États tiers sollicitées par les autorités des États membres, avec l'assistance d'Eurojust, a pris différentes formes : de la facilitation



*Visite d'une délégation suisse*

Au cours de la guerre qui a suivi l'effondrement de la Yougoslavie, des patients internés dans un hôpital psychiatrique ont été assassinés. Durant l'enquête, il s'est avéré nécessaire d'interroger des membres danois des forces de maintien de la paix des Nations Unies, mais leur statut a soulevé des difficultés d'ordre juridique.

Par conséquent, les autorités croates ont sollicité l'intervention de leur procureur de liaison détaché auprès d'Eurojust. Ce dernier a ouvert un dossier impliquant le Danemark, venant

s'ajouter à la liste extrêmement restreinte d'affaires liées à des crimes de guerre enregistrées à Eurojust. Le dossier a été officiellement enregistré dans la catégorie meurtre.

Grâce aux contacts étroits et efficaces noués entre le procureur de liaison détaché auprès d'Eurojust par la Croatie et le bureau national danois, la demande d'obtention de témoignages a pu être accélérée. Tous les témoins sollicités par commission rogatoire ont fourni des déclarations, et l'enquête pour crime de guerre peut désormais progresser.



*Les procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust : M. Josip Čule (Croatie),  
M<sup>me</sup> Anne Grøstad (Norvège) et M. Stewart Robinson (États-Unis)*

de demandes d'entraide (pour l'audition de témoins par vidéoconférence, le transfert de procédures pénales, l'exécution de décision de gel et de confiscation, l'obtention de preuves bancaires et de casiers judiciaires) à l'identification de points de contacts et la création de canaux de communication, en passant par la clarification des exigences juridiques et de la législation applicable. Certains États membres ont détaché des agents dans des États tiers. Ces ressources ont été utiles aussi à Eurojust pour faire progresser les dossiers, en complément du travail de ses propres points de contact.

*Les procureurs de liaison des États tiers détachés auprès d'Eurojust*

En 2011, trois procureurs de liaison d'États tiers (la Croatie, la Norvège et les États-Unis) ont été détachés auprès d'Eurojust. Ces procureurs peuvent enregistrer leurs propres dossiers en vertu des accords de coopération conclus entre leur pays et Eurojust.

Le procureur de liaison détaché auprès d'Eurojust par la Croatie a enregistré 14 dossiers en 2011, liés pour la plupart à



*Présidence d'Eurojust : M. Raivo Sepp, vice-président,  
M. Aled Williams, président, M<sup>me</sup> Michèle Coninsx, vice-présidente*

des délits de corruption, de blanchiment d'argent et de trafic de stupéfiants. Le procureur de liaison détaché auprès d'Eurojust par la Norvège en a enregistré 47. Ils concernaient essentiellement des affaires de trafic de stupéfiants, de fraude, de blanchiment d'argent, de corruption, de TEH et de terrorisme. En octobre 2011, un nouveau procureur de liaison détaché auprès d'Eurojust par les États-Unis a été nommé, en vertu des dispositions de l'accord de 2006 entre Eurojust et les États-Unis.

Les principaux obstacles et difficultés identifiés par les procureurs de liaison en matière de coopération judiciaire sont similaires à ceux rencontrés par les bureaux nationaux. Les retards d'exécution

ou la non-exécution des demandes ont souvent pour cause les divergences entre les dispositions nationales régissant la divulgation des informations bancaires, l'audition des témoins par vidéoconférence, la recevabilité des preuves ou l'extradition de ressortissants. Les procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust ont participé à des réunions de coordination et à des ECE.

D'une manière générale, la présence des procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust a aidé les praticiens de l'UE à faire face à la complexité des dispositions régissant la coopération judiciaire entre les États membres et les États tiers, et a permis une exécution plus facile et plus rapide des demandes.

## 2 Relations avec les institutions et partenaires de l'UE

### 2.1 Relations institutionnelles

#### 2.1.1 Le Parlement européen

La Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (Commission LIBE) du Parlement européen a invité Eurojust à participer à plusieurs réunions en 2011. Conformément à la pratique, le président d'Eurojust a présenté le rapport annuel de l'année précédente à la Commission LIBE. Eurojust a également pris part à la réunion du comité interparlementaire sur la responsabilité démocratique de la stratégie de sécurité intérieure et le rôle d'Europol, d'Eurojust et de Frontex. Eurojust a contribué à la rédaction des rapports suivants pour le compte du Parlement européen : « Comment le crime organisé profite-t-il des fonds communautaires ? » et « Évaluation du coût des mesures communautaires de lutte contre le terrorisme ». Enfin, Eurojust a présenté ses résultats lors d'auditions parlementaires sur les thèmes « Vers une stratégie

européenne de lutte contre la criminalité transnationale » et « Les cyber-attaques contre les systèmes d'information ».

#### 2.1.2 Le Conseil de l'Union européenne

Eurojust a également collaboré avec d'autres instances du Conseil œuvrant dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale. Les principales instances préparatoires du Conseil étaient le groupe de travail COPEN (Coopération en matière pénale, le groupe de travail GENVAL (Groupe de travail relatif aux questions générales et à l'évaluation) et le CATS, anciennement dénommé Comité de l'article 36.

La présidence hongroise du Conseil a invité Eurojust à rendre un avis sur le projet de directive relative aux Décisions d'enquête européenne (EIO en anglais). L'EIO a pour finalité de restructurer la coopération judiciaire transfrontalière en

matière pénale : le mécanisme actuel de MLA serait remplacé par un instrument fondé sur le principe de reconnaissance mutuelle. L'avis rendu par Eurojust a été publié sous la forme d'un document du Conseil (6814/11). Ce document a été utilisé au cours de discussions organisées par le Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs de poursuites publiques des États membres de l'UE. L'EIO a également été abordé lors d'une réunion organisée à Eurojust en juin 2011. Depuis juillet 2010, Eurojust participe en qualité d'observateur aux réunions du Conseil ayant pour objet l'EIO.

Le Comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure (COSI) a été constitué en vertu de l'article 71 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dans le but de renforcer la coopération opérationnelle entre les autorités des États membres dans le domaine de la sécurité intérieure. Eurojust a participé aux réunions du COSI



*Visite de la commissaire européenne Cecilia Malmström*

afin de favoriser l'implication des autorités judiciaires dans la stratégie de l'UE relative à la sécurité intérieure. À cette fin, Eurojust a soutenu activement la mise en œuvre du cycle politique général (*overall policy cycle*) en identifiant la dimension judiciaire des objectifs stratégiques, et des plans opérationnels relatifs aux huit domaines prioritaires de la lutte contre la criminalité organisée de 2011 à 2013.

En outre, Eurojust a contribué à l'élaboration du premier rapport annuel sur la Stratégie de sécurité intérieure présenté en 2011 par la Commission. Au mois de juin, Eurojust et Europol ont présenté un document commun sur la coopération judiciaire et policière, fondé sur des exemples concrets extraits de trois dossiers opérationnels, afin de sensibiliser les praticiens à la valeur ajoutée d'une intervention, le plus en amont possible, d'Eurojust et Europol. Cette publication a été diffusée sous la forme d'un document du Conseil (9387/1/11).

### **2.1.3 La Commission européenne**

Eurojust entretient des relations étroites avec la Commission, qui finance les coûts relatifs à l'administration et aux infrastructures d'Eurojust. La Commission a été consultée de façon systématique au sujet du projet de nouveaux locaux pour Eurojust, qui seront offerts par les Pays-Bas, en leur qualité d'État hôte, mais qui entraîneront d'importantes implications budgétaires pour Eurojust. Ils devraient être disponibles en 2015. Sur proposition d'Eurojust, et pour la première fois, la Direction générale de la justice de la

Commission a participé à la réunion des directeurs des agences œuvrant dans le domaine JAI, réunion qui s'est tenue dans les locaux d'Eurojust en 2011. Celle-ci a été marquée par la reprise des négociations concernant un protocole d'accord entre Eurojust et la Commission visant à formaliser l'échange d'informations budgétaires et administratives entre elles.

## **2.2 Les réseaux de praticiens**

Depuis fin 2011, Eurojust accueille dans ses locaux les Secrétariats de trois réseaux au service des praticiens de la justice pénale dans l'Union européenne : le réseau judiciaire européen (RJE), le réseau des équipes communes d'enquête (réseau des ECE) et le réseau européen de points de contact traitant des personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre (réseau Génocide). Les Secrétariats de ces réseaux font partie du personnel d'Eurojust mais forment des unités distinctes.

Eurojust a également prêté son concours au Réseau européen de formation judiciaire (REFJ), ainsi qu'à un réseau infor-

mel, le Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs de poursuites publiques des États membres de l'UE.

### 2.2.1 Le Réseau judiciaire européen

Le RJE a été créé en 1998, et son Secrétariat fait partie du personnel d'Eurojust depuis 2003. En 2011, Eurojust a accueilli la 32<sup>e</sup> réunion ordinaire du RJE dans ses locaux, réunion à laquelle ont participé les points de contact du RJE des États membres et des pays candidats, ainsi que des représentants de la Commission et du Conseil. Les participants y ont évoqué le projet de directive sur l'EIO, la création du site Internet du RJE, mais aussi les activités et la gestion de ce réseau. Eurojust a également pris part à la 36<sup>e</sup> réunion plénière du RJE tenue à Budapest axée sur des thèmes relatifs au principe *ne bis in idem*, à la reconnaissance mutuelle des jugements étrangers et à l'échange d'informations extraites des casiers judiciaires.

Dans ses rapports avec le RJE, Eurojust intervient généralement par l'intermédiaire de l'un de ses groupes de travail ou « teams » (« team » relatif au RJE et

aux magistrats de liaison). Par ailleurs, le groupe de travail conjoint RJE-Eurojust, constitué en 2010, s'est réuni une seconde fois pour examiner, entre autres, les lignes directrices nationales relatives à l'interprétation de l'article 13 de la décision Eurojust, en lien avec le travail d'Eurojust et du RJE et le rôle des points de contact du RJE dans le système national de coopération Eurojust (ENCS) (qui doit être mis en place dans chaque État membre, conformément à l'article 12 de la décision Eurojust). Les conclusions des discussions du groupe de travail conjoint Eurojust-RJE ont été présentées lors de la réunion plénière du RJE, organisée à Gdansk en novembre 2011.

### 2.2.2 Le Secrétariat du réseau des ECE

Le réseau des ECE, constitué en 2005, a été doté en 2011 de son propre Secrétariat. Eurojust, qui accueille ce Secrétariat dans ses locaux, apporte son soutien pour favoriser le recours aux ECE dans les États membres. Le Secrétariat a coordonné les travaux qui ont abouti à la publication, en octobre 2011, de la version actualisée du manuel Eurojust-Europol sur les



*Réunion des points de contact du Réseau européen pour les enquêtes et poursuites contre le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité*

ECE destiné aux praticiens, et disponible dans toutes les langues de l'UE. Eurojust et Europol ont organisé la 7<sup>e</sup> réunion annuelle du réseau des ECE sur le thème « Les ECE en mode opérationnel ». À cette occasion, les praticiens ont partagé leur expérience en matière de formation et de fonctionnement des ECE en phase opérationnelle. De plus amples informations sur le travail d'Eurojust lié aux ECE sont présentées à la section 1.4.

### **2.2.3 Le Réseau européen de points de contact traitant des personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre**

Le réseau Génocide a été créé en 2002 et son secrétariat, qui soutient ses activités, a été constitué en 2011. La même année, Eurojust a accueilli deux réunions plénières du réseau Génocide, au cours desquelles les praticiens ont abordé diverses questions opérationnelles, notamment la protection des témoins, la coopération judiciaire internationale, la stratégie de fin de mandat des tribunaux internationaux (et le risque d'impunité lié à cette fin de mandat), la confiscation des actifs d'origine criminelle, et la coordination des efforts entrepris pour enquêter et poursuivre les responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

### **2.2.4 Le Réseau européen de formation judiciaire**

Depuis 2008, Eurojust et le REFJ travaillent conjointement pour promouvoir la dimension européenne du travail des autorités judiciaires des États membres.

En 2011, Eurojust a poursuivi sa participation active et son soutien au programme d'échange du REFJ qui vise à sensibiliser les juges et procureurs des États membres à la mission, au fonctionnement et aux activités d'Eurojust. Trois stages REFJ (d'une durée de trois mois chacun) se sont déroulés dans les bureaux italien, allemand et autrichien d'Eurojust. Eurojust et le REFJ ont également accepté d'accueillir des stagiaires du REFJ pour une courte période (une à deux semaines). Six bureaux nationaux (Autriche, Danemark, Allemagne, Italie, Portugal et Espagne) ont appuyé cette initiative dans le cadre d'un projet pilote concluant qui sera renouvelé en 2012.

Eurojust apporte régulièrement son soutien aux séminaires et formations organisés par le REFJ. En 2011, Eurojust a appuyé le projet du REFJ intitulé « La coopération judiciaire internationale en matière pénale dans la pratique ». Des intervenants d'Eurojust ont participé à quatre séminaires, axés sur les difficultés, les pratiques et les procédures judiciaires relatives à l'émission et l'exécution des MAE ainsi qu'à des types spécifiques de demandes de MLA. Eurojust a également contribué à plusieurs actions de formation

des ECE, forte de son expérience opérationnelle croissante dans ce domaine.

### **2.2.5 Le Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs de poursuites publiques des États membres de l'UE**

Au cours de l'année 2011, Eurojust a continué à appuyer le Forum consultatif dans sa principale mission : renforcer les aspects judiciaires et relatifs aux poursuites de la politique de sécurité intérieure de l'UE. Deux réunions ont été organisées à Eurojust en 2011.

La première, tenue en juin 2011, sous la présidence hongroise, avait pour thème principal la corruption. Le Forum consultatif a discuté de sa possible contribution au nouveau « paquet anticorruption » de l'UE, à la lumière de propositions de la Commission. Il a aussi été question du projet de directive sur l'EIO, accueilli comme un instrument important pour faciliter et simplifier la coopération judiciaire.

La seconde réunion a été tenue en décembre 2011, sous la présidence polo-

naise. Elle visait à déterminer comment améliorer la lutte contre les infractions affectant les intérêts financiers de l'UE sur les plans national et européen grâce à une coopération renforcée entre l'OLAF et Eurojust. Le Forum consultatif a également abordé la question de la protection des témoins dans la lutte contre la criminalité organisée, sa relation avec les garanties d'impartialité des procès et l'éventuelle adoption de normes communes pour l'UE. Enfin, la réunion a porté sur le projet de directive relative au droit à un avocat dans le cadre des procédures pénales, la nécessité de garantir un procès équitable et la bonne conduite des procédures pénales.

Eurojust fournit une assistance juridique et logistique considérable au Forum consultatif et sert également d'intermédiaire pour communiquer les avis des procureurs généraux aux institutions de l'UE.

## 2.3 Agences et organes de l'UE

### 2.3.1 Europol

Europol est un partenaire de premier plan pour Eurojust. Les liens entre les deux instances sont matérialisés par leur lieu

d'implantation commun, La Haye, ainsi que par la référence, dans le traité de Lisbonne, à la mission de coordination d'Eurojust « sur la base des informations fournies par les autorités des États membres et par Europol ».

L'année 2011 a été marquée par une coopération accrue avec Europol. Europol a été représentée lors de 89 réunions de coordination d'Eurojust, contre 41 en 2010. L'échange d'informations opérationnelles entre Eurojust et Europol, via le canal de communication sécurisé, a progressé de 35 %. Plus de 900 messages ont été échangés par ce biais en 2011.

Eurojust a également été associée à deux fichiers d'analyse supplémentaires gérés par Europol dans les domaines de la TEH, de la production de cannabis et de la contrebande, ce qui porte à 17 le nombre total d'AWF auxquels Eurojust est associée. Cependant, les États membres n'ont pas voulu associer Eurojust à d'autres AWF importants, tels que ceux sur le terrorisme islamiste et l'extrémisme national.

Dans l'optique de renforcer encore plus leur coopération opérationnelle, Eurojust



*Réunion du Forum consultatif pendant la présidence hongroise*

et Europol ont mis en œuvre les nouvelles dispositions de l'accord de coopération révisé du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Un programme d'échange a été mis en place entre les membres des deux organisations ; cinq visites réciproques de délégations des deux organisations ont ainsi été organisées. Les représentants d'Europol en visite à Eurojust ont pris part à des réu-

En 2009, des informations laissaient suggérer qu'un groupe criminel hongrois, croate, slovène et serbe entretenant des liens avec l'Asie avait truqué les résultats de 170 matchs de football en soudoyant des joueurs, des arbitres et d'autres acteurs en Allemagne, Hongrie, Finlande, Croatie, et Slovénie et dans d'autres pays européens. Le groupe impliqué dans la criminalité organisée pariait sur les résultats de ces matchs en Asie et en Europe, et engrangeait ainsi plusieurs millions d'euros.

Les autorités allemandes ont ouvert une enquête en novembre 2009, puis une enquête hongroise a été initiée environ un mois après. Dès le départ, les forces de police allemandes et hongroises ont pleinement coopéré pour recueillir des preuves. Sur la base de cette coopération, les autorités judiciaires ont été impliquées et la Hongrie a envoyé une demande de MLA à l'Allemagne afin d'obtenir des preuves et des documents recueillis dans le cadre de l'enquête allemande. Au fur et à mesure de l'avancement du dossier hongrois, des liens avec la Croatie et la Slovénie

ont été mis au jour. Des enquêtes parallèles ont été initiées, ce qui a permis de procéder à l'arrestation d'environ 30 suspects. Une réunion avec les autorités slovènes a été tenue en Hongrie.

Étant donné la complexité croissante de l'affaire, l'assistance d'Eurojust a été sollicitée. Eurojust a alors organisé une réunion de coordination au cours de laquelle les autorités judiciaires et services d'enquête des États membres concernés ont échangé des informations. Eurojust a également facilité l'élaboration et la transmission des demandes de coopération judiciaire afin de veiller à ce que les dossiers puissent progresser de façon efficace. L'implication d'Eurojust a permis d'unifier les différents volets de l'enquête, et d'en ouvrir de nouveaux, grâce à l'échange d'informations. Eurojust a travaillé en étroite collaboration avec Europol, qui a offert un soutien opérationnel et analytique. Une ECE a été constituée au cours de l'année 2011 ; celle-ci a bénéficié du financement d'Eurojust pour soutenir ses activités opérationnelles.

nions internes (notamment des séances plénières du collège) ainsi qu'à des sessions d'information adaptées à leur parcours professionnel spécifique. Europol a également participé à des réunions sur la

mise en œuvre de la décision Eurojust, compte tenu des relations étroites existant entre le système national de coordination d'Eurojust (ENCS) et les unités nationales Europol, telles que prévues à

l'article 12(5)(d) de la décision Eurojust. Eurojust était présente lors de la réunion des directeurs des unités nationales d'Europol (HENU), et a en outre accueilli dans ses locaux une délégation de HENU le 27 octobre 2011.

Eurojust et Europol ont co-organisé la réunion des experts sur les ECE ainsi que des réunions de praticiens dans les domaines de l'extrémisme et du terrorisme violents à cause unique, de l'extrémisme de la cause animale et de la fraude à la TVA. En octobre 2011, Europol a collaboré à la réunion stratégique sur le thème « Renforcer le travail d'Eurojust dans les affaires de trafic de stupéfiants ». Des éléments plus précis sont développés à la sous-section 1.3.2.

### 2.3.2 L'OLAF

L'accord opérationnel sur les modalités de coopération entre Eurojust et l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) de 2008 constitue le cadre juridique de la coopération entre les deux organisations.

La transmission par Eurojust à l'OLAF, d'informations relatives à des dossiers,

s'est accrue en 2011, à telle enseigne que le nombre de dossiers transférés par l'OLAF à Eurojust est passé de 4 en 2010 à 8 en 2011. Ces chiffres restent faibles mais doivent être envisagés à la lumière de trois points. Tout d'abord, Eurojust intervient dans le cadre d'enquêtes et poursuites pénales, alors que le travail de l'OLAF est centré sur les enquêtes et mesures administratives (dans le cadre de son travail opérationnel en 2010, l'OLAF a invité les autorités judiciaires à envisager l'ouverture d'enquêtes et poursuites pénales dans 28 dossiers). De plus, Eurojust traite habituellement de dossiers visant deux ou plusieurs États membres, contrairement à l'OLAF. Enfin, l'OLAF a été invité à huit réunions de coordination d'Eurojust en 2011, un chiffre particulièrement encourageant à la lumière du nombre global de dossiers transférés.

Dans les dossiers où Eurojust et l'OLAF ont travaillé ensemble, une nette plus-value a été constatée, comme en témoigne l'enquête sur les allégations de corruption à l'encontre de membres du Parlement européen. De plus amples informations sur ce dossier sont apportées à la sous-section 1.3.5.

Différentes stratégies visant à renforcer la coopération entre Eurojust et l'OLAF ont été mises au point en 2011. Ainsi, des critères de sélection des dossiers ayant des composantes criminelles et transfrontalières ont été dégagés, et un réseau de communication sécurisé entre les deux organes a été mis en service. De plus, l'accès d'Eurojust au système d'information douanier (SID) a été assuré et un accord de principe relatif à l'échange d'officiers de liaison a été trouvé. Des enquêteurs et procureurs de l'OLAF se sont rendus à Eurojust pour une visite d'étude. L'OLAF a pris part à des réunions d'Eurojust telles que la réunion des experts sur les ECE. La participation de l'OLAF aux ECE apporte une réelle valeur ajoutée puisqu'elle permet de recouper les données des ECE avec les données de l'OLAF et les résultats de ses enquêtes administratives.

### 2.3.3 Frontex

En 2011, Eurojust et l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Frontex) ont poursuivi leurs négociations, dans le but d'adopter un instrument



*Visite de M. Rob Wainwright, directeur d'Europol*

de coopération, conformément à l'article 26(1) de la décision Eurojust.

En 2011, Eurojust a participé au projet de Frontex intitulé « Trafficking in Human Beings Training for Border Guards » ayant pour objet de mettre au point une formation spécialisée pour les agents chargés du contrôle aux frontières des



Visite de M. Giovanni Kessler, directeur-général de l'OLAF

États membres de l'Union européenne et des pays associés à l'espace Schengen. Les aspects judiciaires liés aux poursuites ont été pris en considération pour l'élaboration d'un programme de formation commun.

#### 2.3.4 Le CEPOL

En 2011, Eurojust a contribué à 21 actions de formation et d'apprentissage du CEPOL, notamment des sessions de formation destinées aux hauts-fonctionnaires de police et aux procureurs, axées sur les ECE (en coopération avec le REFJ),

et sur le rôle d'Eurojust dans la facilitation des MAE sur le plan opérationnel. En mai 2011, le directeur du CEPOL a contacté Eurojust en vue d'élaborer conjointement un module de formation en ligne sur la cybercriminalité.

Il était nécessaire de veiller à ce que la formation des forces de police et des procureurs soit dispensée en synergie. Par conséquent, Eurojust a été invitée au comité de programmation annuelle du CEPOL et a par ailleurs participé à la 10<sup>e</sup> conférence anniversaire du CEPOL, organisée à son siège.

Depuis 2007, un réseau criminel se livrait à la contrebande de tabac et d'autres biens en provenance de la Fédération de Russie et de Biélorussie qu'il vendait ensuite dans l'Union européenne. Les dirigeants du réseau de l'UE étaient installés en Lituanie. Les autorités du pays ont sollicité l'assistance d'Eurojust car les suspects avaient échappé aux poursuites malgré plusieurs saisies de chargements de cigarettes dans le cadre d'opérations impliquant la Pologne, la Lettonie, l'Estonie et l'Allemagne.

Eurojust a contribué à l'analyse du dossier et a organisé cinq réunions de coordination avec les États membres concernés, Europol et l'OLAF,

afin de s'assurer qu'un tableau global sur les activités des dirigeants puisse être établi à partir des opérations menées dans les différents pays. L'opération, dont la date a été fixée fin novembre 2011, a permis de procéder à 25 arrestations, dont celles de dirigeants du groupe criminel. Cinquante perquisitions de domicile ont été effectuées : des armes, des explosifs, des stupéfiants, d'importantes quantités d'espèces et des biens volés ont été saisis. L'enquête a également permis de geler des actifs d'origine criminelle, tels que des biens immobiliers et des voitures de luxe.

### 2.3.5 Les directeurs des agences œuvrant dans le domaine JAI

En 2011, Eurojust a assuré la présidence du groupe des directeurs des agences JAI, et coordonné, en étroite coopération avec le CEPOL, Europol, Frontex et l'Agence des droits fondamentaux (FRA), la rédaction du rapport final sur le renforcement de la coopération entre les différents organes. Lors de la réunion annuelle des directeurs des agences JAI, qui s'est tenue en novembre dans les locaux d'Eurojust, des progrès ont été accomplis tant sur le plan de la coopération bilatérale que sur celui de la coopération multilatérale. Parmi les initiatives multilatérales, il convient de citer l'échange de catalogues de produits et de services et la consultation inter-agences sur les programmes de travail annuels.

En qualité de président, Eurojust a présenté un compte-rendu au COSI sur les progrès accomplis et les succès obtenus en termes de coopération entre les organismes œuvrant dans le domaine JAI. Eurojust a de plus soumis une proposition conjointe avec Frontex pour les activités 2012-2013 (18079/11).

### 2.4 Les relations avec les États et organisations extérieurs à l'Union européenne

En 2011, les efforts déployés pour étendre les possibilités de la coopération opérationnelle avec les États tiers et les organisations extérieurs à l'Union européenne ont été poursuivis. L'accord de coopération entre Eurojust et la Confédération suisse est entré en vigueur le 22 juillet 2011. La négociation des accords de coopération avec la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Liechtenstein a été réaffirmée comme une priorité. Des contacts visant à envisager l'ouverture de négociations sur d'éventuels accords de coopération avec Israël, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie, la Moldavie, le Cap-Vert et la Turquie ont également été pris et des évaluations sur la mise en œuvre des accords de coopération avec la Croatie et la Norvège ont été réalisées.

Des missions d'enquête ayant pour finalité d'évaluer la mise en œuvre de la législation relative à la protection des données ont été menées en Albanie, en Serbie, au Monténégro et en Ukraine. Les contacts noués pour envisager l'ouverture de né-

gociations sur des protocoles d'accord avec Interpol et le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) ont été maintenus.

Eurojust a également prêté son concours lors d'une réunion du groupe de travail UE-EU et a favorisé la réunion des experts de l'UE sur la mise en œuvre des accords relatifs à l'extradition et à l'entraide judiciaire en matière pénale entre l'Union européenne et les États-Unis, organisée par la Commission en septembre 2011. Eurojust a de plus fourni des conseils sur les aspects juridiques de l'échange d'informations avec les États-Unis lors de réunions de coordination, et a poursuivi ses efforts pour préparer d'autres réunions afin de résoudre les difficultés pratiques entravant la coopération judiciaire entre l'Union européenne et la Fédération de Russie.

Au vu de la portée mondiale de la criminalité organisée (comme en témoignent le trafic de stupéfiants et la traite des êtres humains dans l'UE en provenance d'États tiers), de nouvelles initiatives peuvent s'avérer nécessaires. La décision Eurojust, par exemple, offre un nouvel outil important dans ce domaine : la

possibilité de détacher des magistrats de liaison d'Eurojust dans des États tiers, chargés d'agir au nom de tous les États membres. En 2011, un rapport sur les responsabilités, les fonctions et le statut professionnel de ces magistrats de liaison a été présenté au Collège. Ce rapport est une avancée importante en ce qu'il prévoit l'intervention de magistrats de liaison dans le travail opérationnel d'Eurojust et fournit des éléments sur les critères à satisfaire en vertu de l'article 27a de la décision Eurojust.

Consciente de l'internationalisation croissante de la criminalité organisée, Eurojust a une nouvelle fois renforcé ses liens avec le réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale (IberRed). Un projet visant à améliorer la coopération pratique entre les procureurs d'Eurojust et d'IberRed spécialisés dans les affaires de trafic de stupéfiants a été initié. Grâce à ses liens avec IberRed, Eurojust a pu faciliter l'exécution de demandes de MLA et d'extradition émises par les États membres en Amérique latine, et réciproquement.

## 3 Le renforcement d'Eurojust, son avenir et les évolutions dans le domaine administratif

### 3.1 La mise en œuvre de la décision du Conseil sur le renforcement d'Eurojust

La décision du Conseil relative au renforcement d'Eurojust, publiée en 2009, a pour finalité de renforcer les capacités opérationnelles d'Eurojust. La mise en œuvre efficace et en temps utile de la décision Eurojust, tant à Eurojust que dans les États membres, est nécessaire pour exploiter pleinement le potentiel d'Eurojust en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière grave. La mise en conformité de la législation nationale avec la décision Eurojust devait être opérée dans 18 États membres, avant juin 2011. Fin 2011, 10 États membres avaient pris les mesures nécessaires.

Au cours de l'année 2011, Eurojust a mené plusieurs projets pour assurer la

mise en œuvre de la décision Eurojust : le dispositif permanent de communication (OCC) a été rendu opérationnel, des modèles facilitant la transmission d'informations à Eurojust concernant les dossiers transfrontaliers graves ont été élaborés, et le système de gestion des dossiers (CMS) modifié en conséquence. Par ailleurs, les Secrétariats du réseau des ECE et du réseau Génocide ont été constitués. Le Groupe de travail informel sur la mise en œuvre de la décision de 2009 s'est réuni à plusieurs reprises en présence de représentants des États membres et d'instances de l'UE. Les principaux thèmes abordés ont été l'augmentation des échanges d'informations et la création de l'ENCS pour renforcer les liens entre Eurojust et les praticiens nationaux. Des informations sur certaines des évolutions observées en matière de mise en œuvre sont développées ci-après.

#### *Le dispositif permanent de communication*

Pour renforcer la disponibilité des bureaux nationaux d'Eurojust et assurer des interventions efficaces dans les dossiers urgents, un OCC centralisé a été mis en place. Les autorités judiciaires et les forces de police des États membres ont désormais la possibilité de joindre Eurojust 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 en composant un numéro vert international (ou un numéro néerlandais dédié).

Un système de gestion des appels répond puis transfère l'appel au représentant de l'OCC du bureau national concerné et identifié, grâce à l'indicatif du numéro appelant (OCC representative of the National Desk). L'objet de l'appel peut ensuite être décrit dans la langue de l'appelant et le représentant de l'OCC pourra prendre les mesures appropriées. Quatre-vingt-

Une nuit de décembre 2011, le représentant français de l'OCC d'Eurojust d'astreinte a été contacté par un procureur français. Trois suspects avaient été arrêtés par la police, et les éléments saisis démontraient l'existence d'un compte bancaire au Luxembourg, en lien avec les faits, dont le solde s'élevait à 4 millions d'euros. Le magistrat français souhaitait geler le compte de toute urgence, et avait donc besoin de recevoir des informations pertinentes sur les démarches procédurales à effectuer auprès des autori-

tés luxembourgeoises. Le représentant français d'Eurojust a contacté son homologue luxembourgeois. Celui-ci a immédiatement fourni des informations sur les exigences juridiques et en matière d'éléments de preuves applicables à une ordonnance restrictive, et pris contact avec la cellule de renseignement financier du Parquet de Luxembourg. Le lendemain matin, dès l'ouverture de la banque, le compte a été gelé par cette cellule, saisie le jour même par le juge luxembourgeois chargé de l'enquête.

quatorze appels ont été reçus depuis la mise en place de l'OCC en août 2011.

#### *L'échange d'informations en vertu de l'article 13*

L'article 13 de la décision Eurojust impose aux autorités des États membres d'informer leur représentant national à Eurojust de l'existence d'enquêtes et poursuites transfrontalières graves.

Pour faciliter la transmission structurée d'informations provenant des praticiens, Eurojust a élaboré un formulaire PDF « intelligent » disponible dans toutes les

langues officielles de l'UE. Ce formulaire précise les types d'information à envoyer et vise à rendre la communication d'informations plus aisée. Les autorités nationales compétentes peuvent se procurer le formulaire auprès des bureaux nationaux. Les formulaires complétés sont ensuite envoyés à Eurojust via les canaux de messagerie sécurisés créés à cette fin. Eurojust a publié une note succincte sur l'interprétation de l'article 13 (5-7) sur son [site Internet](#).

Eurojust encourage les États membres à utiliser ce nouvel instrument ainsi que le formulaire conçu pour permettre à

Eurojust d'aider plus efficacement les États membres dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.

Les informations reçues en vertu de l'article 13 permettent à Eurojust d'identifier des liens avec d'autres affaires, y compris celles archivées dans le CMS, de prêter son concours aux États membres le plus tôt possible et d'assurer un retour d'informations exploitables pour les autorités nationales. L'intensification des échanges d'informations devrait aider Eurojust à mieux informer les praticiens et décideurs en matière de coopération judiciaire transfrontalière.

#### *L'amélioration du système de gestion des dossiers*

Introduit pour la première fois en 2004, le logiciel CMS facilite le stockage sécurisé de données sur les dossiers traités, l'échange d'informations entre les membres nationaux, et l'analyse de ces données. Une série de projets visant à opérer les changements imposés par la décision Eurojust a été initiée. Ainsi le CMS sera en mesure d'enregistrer des informations supplé-

mentaires sur les personnes, et devra se mettre en conformité avec les règles d'Eurojust relatives à la protection des données et les modalités du suivi assuré par le délégué à la protection des données. Pour permettre un échange de données judiciaires efficace entre Eurojust et les systèmes des États membres, Eurojust a été étroitement associé au projet de recherche EPOC IV (European Pool against Organised Crime). Ce projet vise à développer le logiciel EPOC afin de créer un système des autorités nationales (NAS) qui permettra un échange d'informations entre Eurojust et les systèmes nationaux de gestion des dossiers. Les partenaires du projet EPOC IV sont la Bulgarie, la France, l'Italie, la Lituanie, les Pays-Bas et la Slovaquie. Un séminaire destiné aux représentants techniques des ministères publics de 19 États membres a été organisé dans le but de promouvoir le NAS. D'une durée de trois ans, le projet, né en avril 2009, prendra fin en mars 2012.

Eurojust a étudié plusieurs méthodes de connexion pour faciliter la transmission sécurisée de données via le système national de coordination d'Eurojust l'(ENCS) dans les États membres. La solution retenue,

en accord avec chaque État membre, tient compte des contraintes techniques et utilise autant que possible les connexions existantes. Des connexions pilotes via s-TESTA et de site-à-site VPN sont actuellement testées avec la Bulgarie, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, le Portugal et la Roumanie. Un protocole d'accord devra être conclu entre Eurojust et chaque État membre pour que cette connexion puisse être officiellement utilisée.

#### *Le système national de coordination d'Eurojust (ENCS)*

En vertu de la décision Eurojust, l'ENCS vise à renforcer les liens entre Eurojust et les autorités judiciaires et policières des États membres. Eurojust a pris plusieurs mesures pour favoriser la création de l'ENCS, notamment en nouant des relations avec les points de contact du RJE dans le groupe de travail Eurojust-RJE et en renforçant les liens existants avec les responsables des unités nationales d'Europol.

Eurojust a par ailleurs élaboré le modèle de « fiches suédoises » pour fournir des informations sur la composition de l'ENCS

dans chaque État membre. À ce jour, l'ENCS a été mis en place dans sept États membres, soit par le biais d'une loi, soit au moyen d'arrêtés, de circulaires, de directives ou d'autres instruments juridiques. Eurojust étudiera la possibilité de créer une plateforme commune pour favoriser le dialogue entre les membres de l'ENCS, et en particulier entre les correspondants nationaux chargés d'assurer le fonctionnement de l'ENCS et d'Eurojust.

En 2011, un document sur les éventuelles structures et responsabilités de l'ENCS, décrivant également le profil idéal des correspondants nationaux d'Eurojust, a été publié sur le [site Internet](#) d'Eurojust.

### **3.2 Le groupe de travail sur l'avenir d'Eurojust**

Avec l'aide d'un groupe de travail, Eurojust a poursuivi sa réflexion sur les articles 85 et 86 du TFUE. En mai 2011, le séminaire stratégique « Eurojust: new perspectives in judicial cooperation » axé sur l'article 85 du TFEU, et inscrit dans une approche fondée sur les éléments de preuves, a été organisé sous présidence hongroise. Partant de l'étude de dossiers, les partici-

pants ont cherché à déterminer si l'octroi de pouvoirs supplémentaires permettrait à Eurojust d'être plus efficace. Ils ont conclu que les difficultés rencontrées devaient être prises en considération lors de la mise en œuvre des nouvelles possibilités offertes par le traité de Lisbonne. Les problématiques suivantes ont été abordées dans plusieurs ateliers : l'octroi à Eurojust de pouvoirs permettant d'ouvrir des enquêtes pénales et de prévenir et résoudre les conflits de compétence à titre obligatoire ; les difficultés rencontrées pour assurer la coordination des enquêtes et poursuites, et les mesures envisageables pour améliorer cette coordination ; le renforcement de la future coopération opérationnelle avec Europol et l'OLAF ; et les différentes méthodes possibles pour permettre l'application des différents mécanismes d'évaluation de l'activité d'Eurojust. Le rapport du séminaire a été publié sous la forme d'un document du Conseil (14428/11) et il peut être consulté sur le [site Internet](#) d'Eurojust.

Eurojust prépare actuellement des contributions sur sa structure et les évaluations parlementaires. Elles seront par la suite soumises aux parties intéressées à la lu-

mière des règlements sur Eurojust et le ministère public européen (MPE) proposés pour 2013.

### 3.3 Évolutions administratives

Eurojust a été dotée d'un budget de 31,7 millions d'euros en 2011 ; 95,6 % de ce budget ont été utilisés et un total de 7 300 transactions (engagements et paiements) ont été traitées, soit une hausse de 12 % par rapport à l'année précédente.

En 2011, Eurojust employait 269 personnes (267 en 2010), parmi lesquelles 42 procureurs, juges et officiers de police ayant des prérogatives équivalentes, détachés par les États membres. Ils étaient assistés de 210 personnes employées dans le cadre du statut du personnel de l'UE, et de 17 experts nationaux détachés.

#### *La création d'outils de planification*

Les outils de planification d'Eurojust ont été améliorés en 2011. Un nouveau modèle de prévision des coûts, reliant directement les activités aux dépenses budgétaires, a été utilisé. Ce nouveau modèle, qui alloue les budgets aux différents ser-

vices et unités et répartit les frais généraux de la même façon, offre d'importants avantages en matière de gestion des activités d'Eurojust. Il permet ainsi à Eurojust de connaître les coûts totaux générés par une unité ou un service, de comparer les coûts associés à l'externalisation (de services de sécurité par exemple) par rapport aux coûts supportés en interne. De plus, cela permet de suivre les tendances budgétaires et de détecter par anticipation des coûts imprévus. Cependant, ce modèle permet surtout d'identifier le lien entre les activités clés et les frais généraux.

Pour faciliter la gestion efficace des ressources, Eurojust a placé le rapport d'activité annuel du directeur administratif au cœur de son cycle de planification et de programmation stratégique. Ce rapport vise à garantir que les ressources soient en adéquation avec les objectifs à réaliser. Des informations budgétaires et administratives sont régulièrement échangées avec la Commission, et les discussions concernant un protocole d'accord visant à officialiser l'échange rapide et efficace d'informations sur des questions budgétaires et administratives se sont poursuivies.

### *L'étude de la structure organisationnelle*

Le cadre de l'ESO a servi de référence pour fournir un soutien administratif aux activités clés. Une unité (l'unité chargée de l'analyse des dossiers, qui succède à l'unité chargée de la gestion des dossiers) a été créée pour privilégier encore davantage le soutien apporté aux bureaux nationaux. Tous les postes administratifs ont été évalués, afin de garantir un alignement optimal avec les besoins d'Eurojust. Concernant les ressources humaines, des systèmes d'information ont été mis en place pour permettre un suivi performant des ressources en personnel et garantir la meilleure adéquation possible entre les besoins de formation et les besoins opérationnels. Le comité du personnel a été invité à participer à l'élaboration de procédures de recrutement.

Soucieux de garantir la continuité de ses activités, Eurojust a pris des mesures pour élaborer un plan d'action permettant d'identifier les risques potentiels pour

Eurojust. De la même façon, des indicateurs de performances clés (KPI) stratégiques visant à évaluer la qualité des services, l'expertise et les performances organisationnelles d'Eurojust ont été inclus dans le projet de programme de travail annuel de 2013, et des catalogues des services offerts par les unités administratifs ont également été élaborés.

### *Les nouveaux locaux*

Des progrès considérables ont été accomplis pour trouver de nouveaux locaux pour Eurojust d'ici à 2015. Le 30 juin 2011, un accord de coopération a été signé avec le Royaume des Pays-Bas concernant la mise à disposition d'Eurojust d'un nouveau bâtiment. Il a été spécifiquement conçu pour lui permettre d'assumer ses principales tâches opérationnelles. Un jury, composé paritairement de membres du pays hôte et de membres d'Eurojust, a sélectionné de façon anonyme cinq équipes d'architectes pour participer à la phase d'attribution du contrat. Les candi-



*M. Klaus Rackwitz, nouveau directeur administratif*





*Les chefs d'unités et chefs de services*

*De gauche à droite : Jacques Vos, services généraux ; Joannes Thuy, porte-parole, attaché de presse et relations publiques ; Diana Alonso Blas, chef du service de l'unité chargée de la protection des données ; Carla Garcia Bello, secrétaire juridique du collège ; Alinde Verhaag, chef du service d'analyses (par interim) ; Anna Baldan, chef du Secrétariat du réseau des ECE ; Klaus Rackwitz, directeur administratif ; Catherine Deboyser, chef du service juridique ; Jon Broughton, responsable de la gestion de l'information ; Mike Moulder, budget, finance et contrats ; Linda Scotts, ressources humaines ; Matevž Pezdirc, coordinateur du réseau des points de contact traitant des enquêtes et poursuites en matière de génocide ; Fatima Martins, secrétaire du RJE*

quelles Eurojust contribue ; pour assurer la préservation du secret professionnel. D'autres motifs de refus ont également été invoqués : les documents provenaient d'un

État membre ayant refusé leur divulgation ; les documents avaient été élaborés à des fins de diffusion interne et portaient sur des questions pour lesquelles la déci-

sion n'avait pas été prise par Eurojust ; la divulgation aurait nui au processus décisionnel d'Eurojust ; et la divulgation ne présentait aucun intérêt public supérieur.



*Séminaire Eurojust, Sofia, Bulgarie*



*Séminaire Eurojust, Budapest, Hongrie*



*Séminaire Eurojust, Rome, Italie*

## 4 Suivi des conclusions du Conseil

Les 9 et 10 juin 2011, le Conseil JAI a adopté des conclusions au vu du neuvième rapport annuel d'Eurojust (10645/1/11 REV 1). Comme dans les rapports précédents, Eurojust fournit dans ce chapitre des informations sur les domaines à propos desquels le Conseil a formulé des recommandations.

Eurojust – RJE	
Élaborer et mettre en œuvre des mécanismes visant à renforcer la coopération entre Eurojust et le RJE, plus particulièrement dans le cadre de l'ENCS, et concernant le transfert de dossiers simples au RJE.	Le groupe de travail conjoint RJE-Eurojust a été constitué pour examiner, entre autres sujets, le rôle des points de contact du RJE dans l'ENCS. Pour plus d'informations, prière de se rapporter à la section 2.2.
Les réunions de coordination et l'implication d'Europol et de l'OLAF	
Favoriser les réunions de coordination entre les autorités compétentes des États membres, mais aussi impliquer, s'il y a lieu, et dans le cadre des instruments judiciaires existants, d'autres organes de l'UE, tels qu'Europol ou l'OLAF.	L'année 2011 a été marquée par une augmentation significative du nombre de réunions de coordination. Eurojust a organisé des réunions de coordination dans le cadre de 204 dossiers. Europol et l'OLAF ont respectivement participé à 89 et 8 réunions. Prière de se rapporter à la sous-section 1.2.2.

Le centre d'expertise	
Poursuivre les efforts déployés pour devenir un « centre d'expertise » sur la coopération judiciaire en Europe, dans l'optique de prendre part aux débats aux côtés d'autres parties intéressées.	Eurojust développe actuellement un concept de centre d'expertise afin d'accroître l'efficacité de l'action judiciaire dans la lutte contre la criminalité organisée trans-frontalière dans l'Union européenne, en regroupant la connaissance des institutions et l'expérience dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale.
L'utilisation de l'article 7(2) et (3) de la décision Eurojust	
Rendre compte de l'utilisation de l'article 7 (2) et (3)	Le collège n'a pas rendu d'avis écrit non contraignant en vertu de l'article 7 (2) et (3), mais des dossiers ont été résolus à l'échelle des bureaux nationaux. Prière de se rapporter à la sous-section 1.2.8 pour obtenir des informations sur les conflits de compétence, et à la sous-section 1.2.10 pour obtenir des informations sur les MAE.
Les articles 85 et 86 du TFUE	
L'expertise d'Eurojust pourrait être prise en compte dans le débat politique sur la future mise en œuvre des articles 85 et 86 du TFUE.	En 2011, Eurojust a poursuivi sa réflexion sur son futur développement en vertu du TFUE, et a activement participé au débat européen en cours, en partageant son expérience opérationnelle. Eurojust s'engage à adopter une approche factuelle pour la mise en œuvre des articles 85 et 86, avant de formuler des conclusions sur le débat politique. Prière de se rapporter à la section 3.2.
Les outils statistiques	
Envisager la mise au point de nouveaux outils statistiques permettant d'obtenir des résultats nationaux.	Prière de se rapporter à l'annexe I, figure 2.

<b>Les équipes communes d'enquête</b>	
Continuer à contribuer aux sessions de formation consacrées aux ECE.	Eurojust appuie la formation sur les ECE organisée par le CEPOL. Au cours des réunions annuelles du réseau des ECE, des praticiens spécialisés partagent leurs expériences et leurs connaissances, présentent les bonnes pratiques, et promeuvent l'utilisation des ECE.
<b>La coopération avec les États tiers</b>	
Continuer à fournir une assistance dans les dossiers impliquant des États tiers.	Les États tiers ont été représentés à 45 occasions dans les réunions de coordination. Pour plus d'informations, prière de se rapporter à la section 1.5.
<b>Le système de gestion des dossiers</b>	
Opérer les changements découlant de la décision Eurojust concernant l'échange et la communication d'informations à Eurojust. Renforcer les capacités pour gérer et analyser les informations reçues dont les analyses de concordance. Exploiter pleinement le potentiel de la base de données d'Eurojust, dans la perspective d'éventuelles demandes aux États membres pour solliciter l'ouverture d'une enquête ou le lancement de poursuites sur des faits spécifiques, à partir de l'analyse de recoupement	Un modèle pour la transmission d'informations en vertu de l'article 13 de la Décision Eurojust a été élaboré. Un questionnaire visant à faciliter le développement du CMS a été achevé en mars et avril 2011. Différents axes de réflexion ont pu être identifiés : l'enregistrement des dossiers, le suivi des dossiers, les statistiques, l'échange et le retour d'informations en vertu de l'article 13, l'évaluation des dossiers traités, l'analyse des dossiers traités, le système de dossiers électroniques (gestion des documents) et les moyens de communication. Ces thèmes seront abordés séparément lors des réunions plénières du collège en 2012, afin de formuler des recommandations concernant l'évaluation fonctionnelle du CMS actuel, du point de vue de l'utilisateur. En outre, la liste des types de criminalité a été amendée et adoptée par le collège.

La coopération avec Europol	
Continuer à collaborer, dans le cadre des instruments judiciaires existants, et à garantir un niveau élevé de protection des données.	En 2011, la coopération avec Europol dans le cadre de dossiers s'est renforcée et les échanges de données opérationnelles effectués par le biais du canal de communication sécurisé ont progressé de 35 % (911 échanges). Des principes communs sur la protection des données ont été appliqués par les deux organisations. Prière de se rapporter à la sous-section 2.3.1.
La coopération avec l'OLAF	
Préserver le partenariat privilégié dans la lutte contre la fraude, la corruption et d'autres crimes affectant les intérêts financiers de l'UE.	En 2011, le volume d'informations transmises en lien avec les dossiers traités a augmenté. Par ailleurs, l'OLAF a recommandé l'ouverture d'une enquête criminelle et le lancement de poursuites aux autorités nationales de toute l'Union européenne dans le cadre de 30 dossiers environ. Huit ont été soumis à Eurojust pour solliciter son assistance. Prière de se rapporter à la sous-section 2.4.
La coopération avec Frontex	
Poursuivre les efforts entrepris pour définir des modalités de travail officielles avec Frontex, notamment en renforçant l'échange d'informations.	Suite à l'adoption d'un nouveau règlement relatif à Frontex, un accord de coopération autorisant l'échange de données personnelles et opérationnelles est envisagé. Prière de se rapporter à la section 2.5.

<b>Le projet d'étude de la structure organisationnelle</b>	
Présenter les résultats des projets sur l'étude de l'efficacité du Collège et sur l'évaluation de la structure organisationnelle.	Eurojust a poursuivi le travail de mise en œuvre de l'ESO dans sept domaines. Le projet « Structure de l'administration » est en grande partie finalisé. Des progrès significatifs ont été accomplis dans le cadre des projets « Management de la performance et du risque », « Coopération entre l'administration, le Collège et les bureaux nationaux », et « Training ». Un plan d'action visant à limiter les risques potentiels pour Eurojust est en cours de préparation. Dans la lignée des indicateurs de performance clés (KPI) stratégiques élaborés par Eurojust, des KPI génériques provisoires évaluant la qualité des services, l'expertise, la sensibilisation et les performances organisationnelles d'Eurojust ont été inclus dans le projet de programme de travail annuel 2013. Les autres projets, intitulés « Délégation des décisions », « Portfolio management » et « Culture », sont en cours.
<b>La mise en œuvre de la décision Eurojust et le dispositif permanent de coordination</b>	
Poursuivre la mise en œuvre de la nouvelle décision Eurojust. Revoir le Règlement intérieur et créer un modèle standard par le biais duquel les informations pourraient être transférées et traitées à Eurojust. Rendre compte sur la mise en œuvre des dispositions pertinentes dans le prochain rapport annuel. Accélérer la création d'un dispositif permanent de coordination et renforcer les efforts de mise en œuvre du mécanisme permettant de faciliter la transmission des informations sur les dossiers.	Le chapitre 3 traite de la mise en œuvre de la décision du Conseil relative au renforcement d'Eurojust, et plus particulièrement de l'OCC, de l'ENCS et de l'article 13.



*Séminaire Eurojust, Cracovie, Pologne*



*Journée de lutte contre la traite des êtres humaines, Varsovie, Pologne : M. Williams signe la déclaration commune des organismes œuvrant dans le domaine JAI*

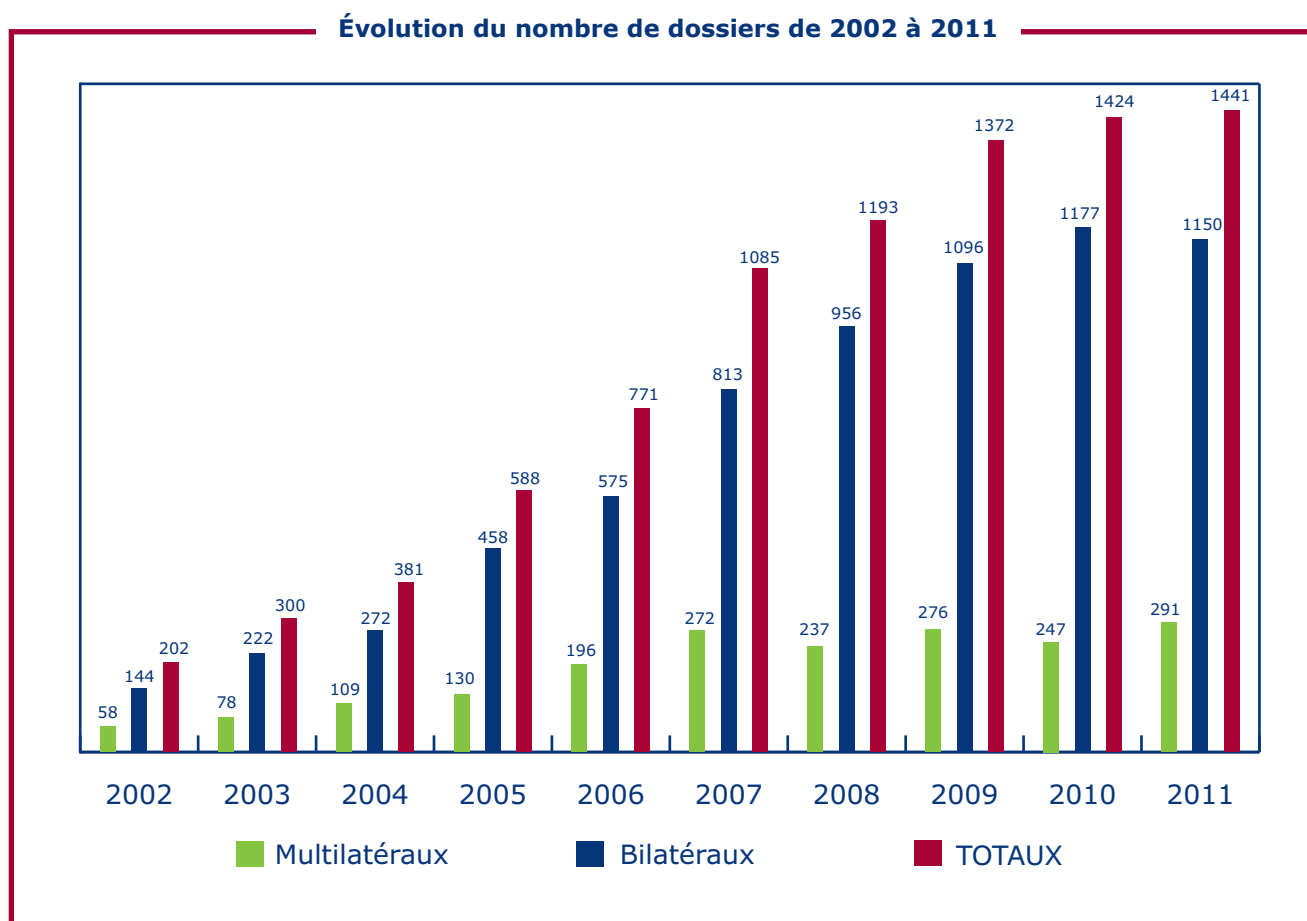


*Réunion de consultation entre Eurojust et la République de Croatie, Brijuni, Croatie*

# ANNEXE

Graphique 1

En 2011, Eurojust a enregistré 1 441 dossiers, chiffre qui confirme la tendance à la hausse du nombre de demandes d'assistance émanant des États membres depuis 2002. Environ 20 % de ces dossiers concernaient trois États membres ou plus.

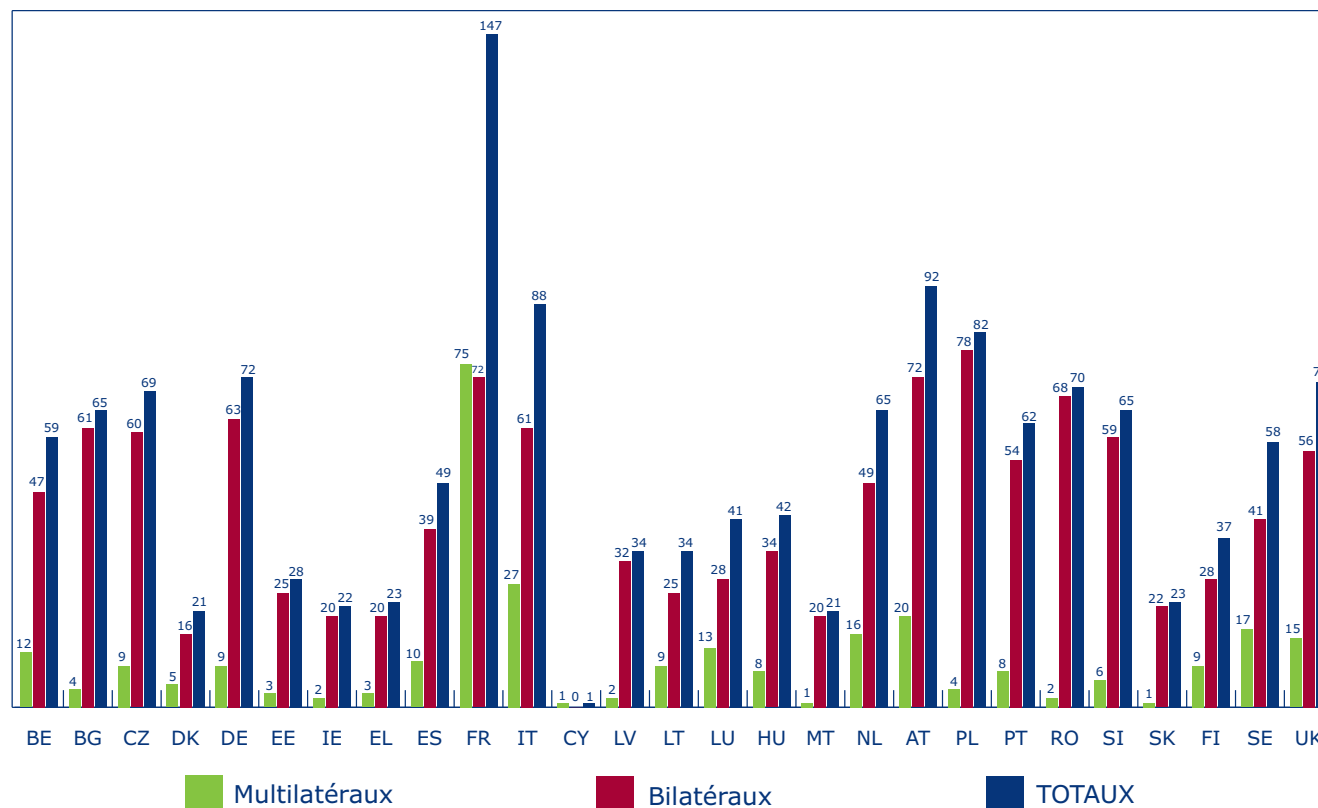


## Graphique 2

Le graphique 2 présente le nombre de dossiers bilatéraux et multilatéraux enregistrés par chaque bureau national en 2011.

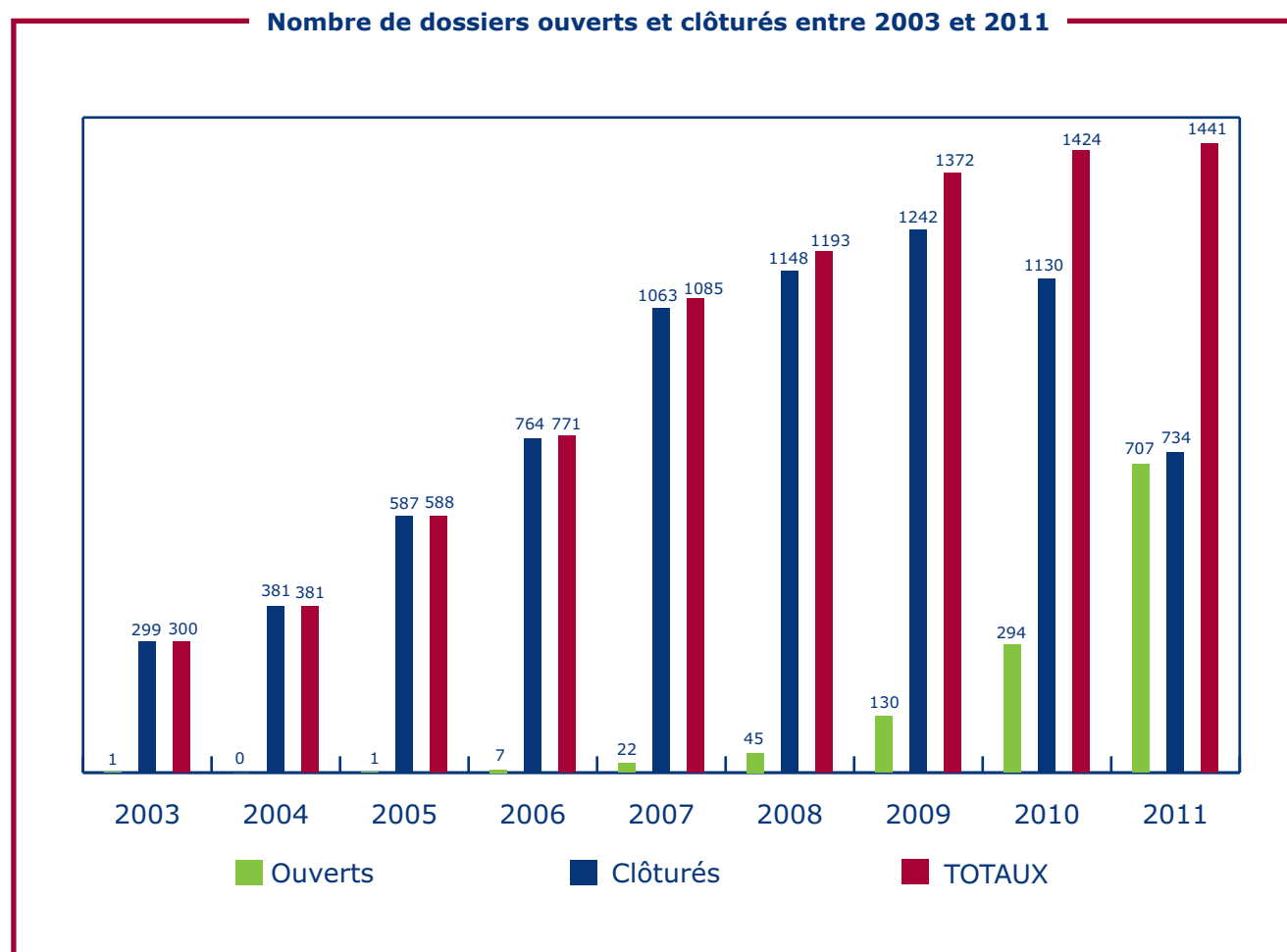
Le terme « bilatéral » ne signifie pas que le dossier concerne une infraction moins grave ou qu'une intervention limitée d'Eurojust est appropriée. Un dossier bilatéral à Eurojust peut présenter un aspect multilatéral dans un État membre.

### Dossiers bilatéraux/multilatéraux



Graphique 3

Le nombre de dossiers traités par les bureaux nationaux dépend non seulement du nombre de dossiers enregistrés chaque année mais également du nombre de dossiers en cours ouverts les années précédentes. Au total, Eurojust comptabilise 500 dossiers en cours datant des années précédentes (2003-2010) qui nécessitent toujours une intervention et une assistance.



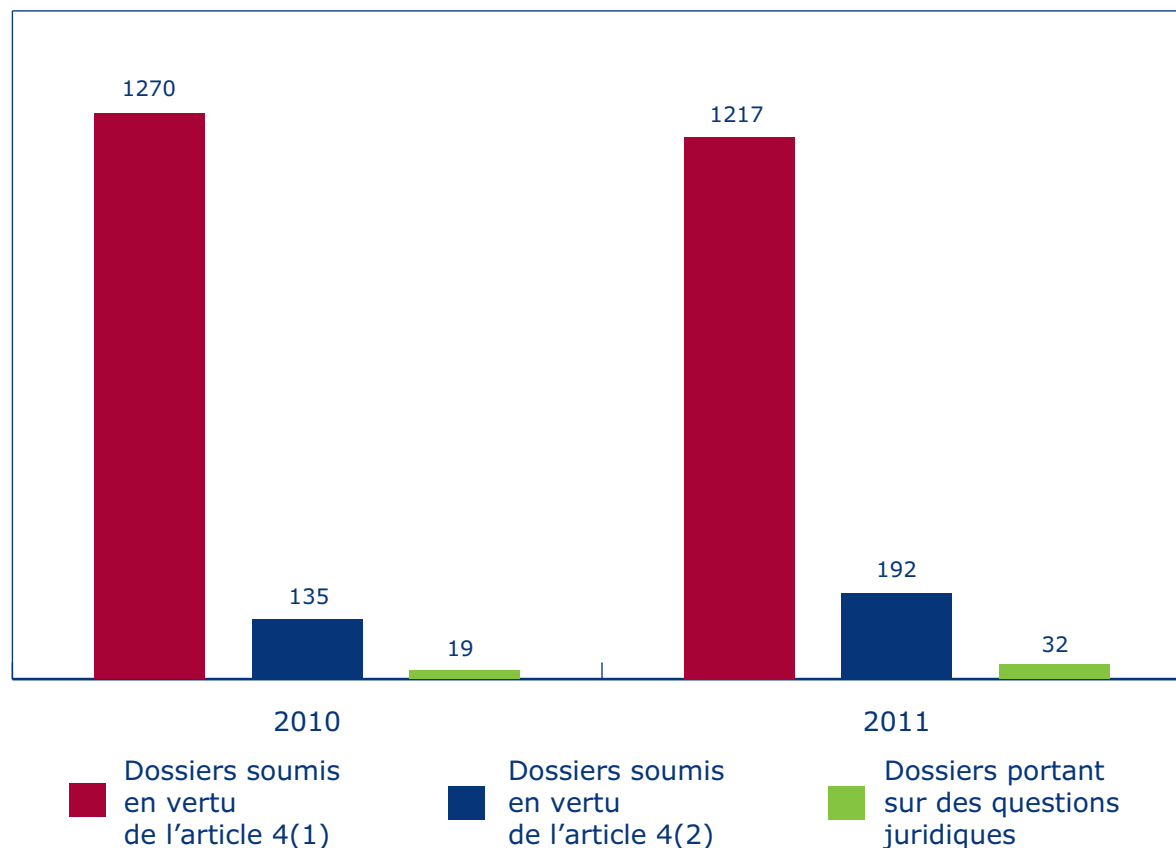
## Graphique 4

En vertu de l'article 4(1) de la décision Eurojust, le champ de compétence générale d'Eurojust recouvre les types de criminalité et les infractions pour lesquels Europol a, à tout moment, compétence pour agir, ainsi que toute autre infraction, qui présenterait un lien de connexité avec des faits délictueux, objet du mandat d'Eurojust.

Eurojust peut, également, dans le strict respect de ses objectifs, et à la demande d'une autorité compétente d'un État membre, apporter son concours à des enquêtes ou des poursuites, pour d'autres types d'infractions et ce, conformément à l'article 4(2).

Eurojust peut enfin être invitée par un État membre à fournir une assistance sur des questions ou des thèmes d'ordre plus général, qui ne sont pas nécessairement liés à un dossier opérationnel en cours, concernant notamment la législation ou les procédures nationales (dossiers portant sur des questions juridiques).

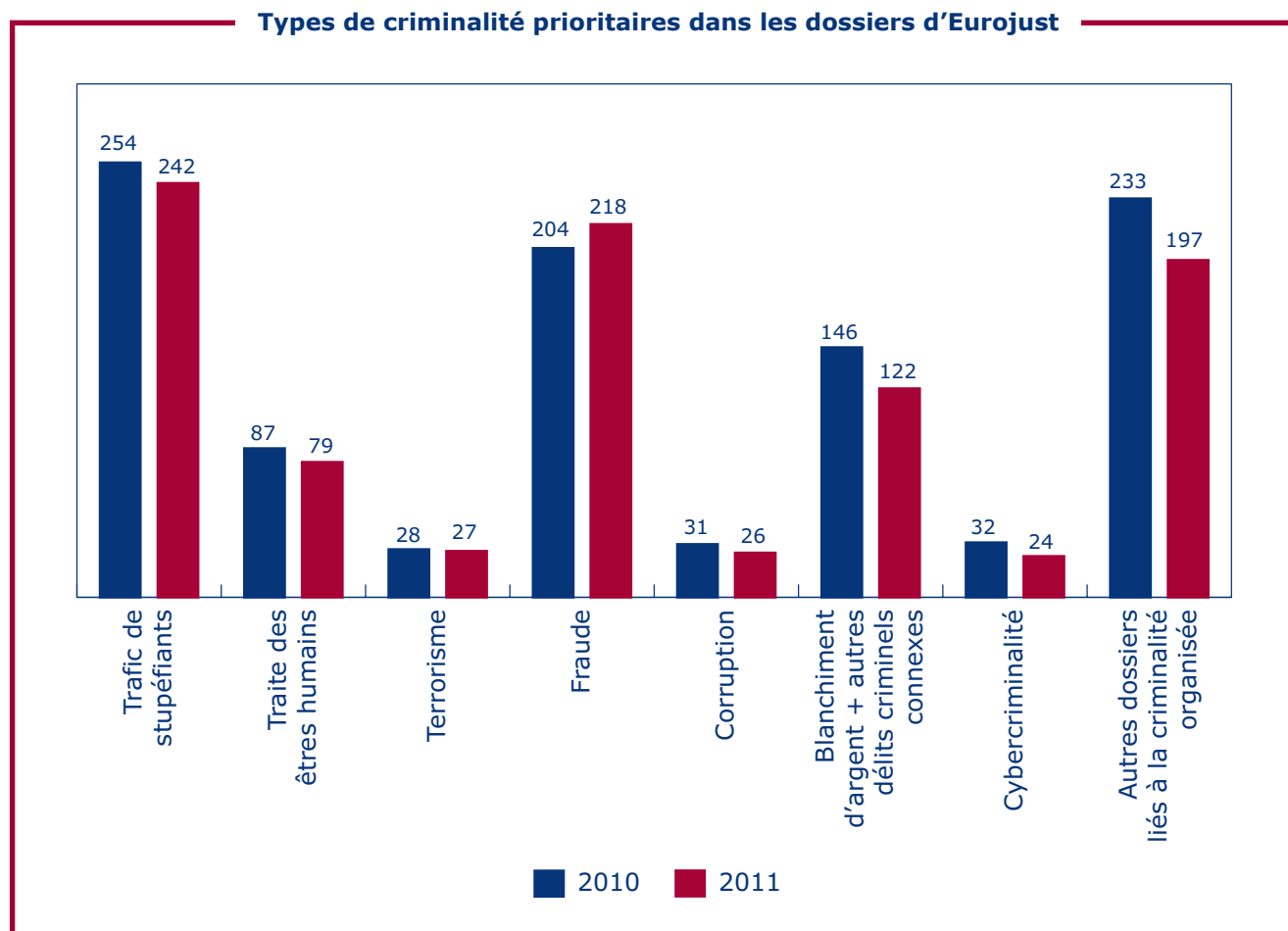
### Classification générale des dossiers



### Graphique 5

Les domaines opérationnels prioritaires retenus par Eurojust en 2010-2011 recouvrent le trafic de stupéfiants, la TEH, le terrorisme, la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent, la cybercriminalité, ainsi que d'autres activités liées à l'implication de groupes dans la criminalité organisée de nature économique.

Le graphique, reproduit ci-contre, révèle, au titre des années 2010 et 2011, le nombre de dossiers, présentant un lien avec l'un de ces types de criminalité, étant précisé qu'une affaire peut être concernée par plusieurs d'entre eux. De plus amples informations figurent dans le chapitre 1 aux paragraphes correspondant.

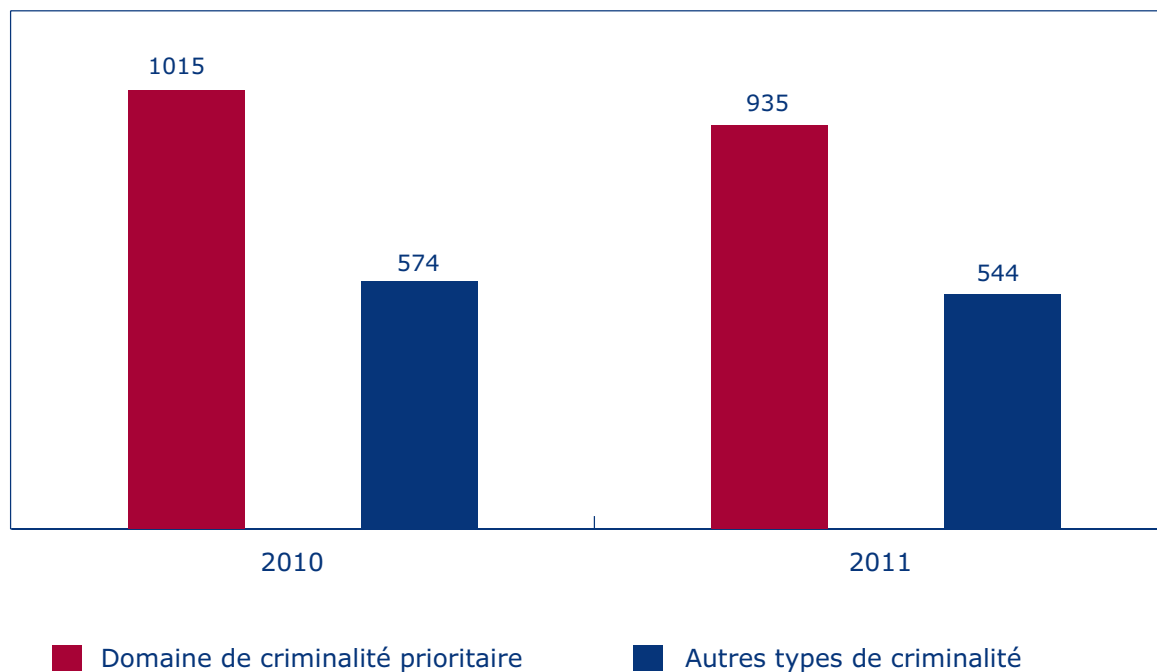


## Graphique 6

Les domaines opérationnels prioritaires retenus par Eurojust en 2010-2011 recouvrent le trafic de stupéfiants, la TEH, le terrorisme, la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent, la cybercriminalité, ainsi que d'autres activités liées à l'implication de groupes dans la criminalité organisée de nature économique.

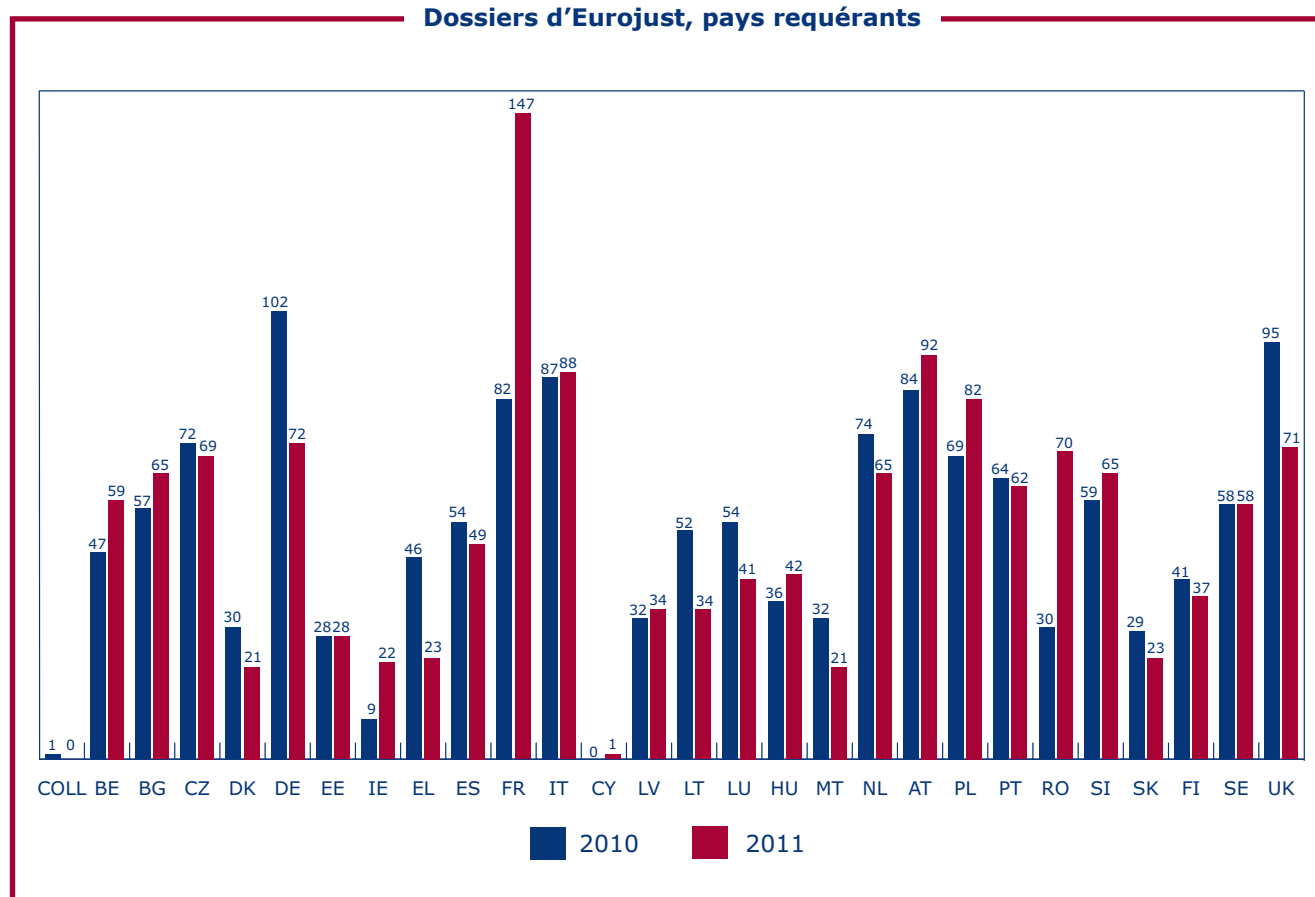
Le graphique, reproduit ci-contre, révèle, au titre des années 2010 et 2011, le nombre de dossiers, présentant un lien avec l'un de ces types de criminalité, étant précisé qu'une affaire peut être concernée par plusieurs d'entre eux.

**Types de criminalité prioritaires et autres types de criminalité dans les dossiers d'Eurojust**



Graphique 7

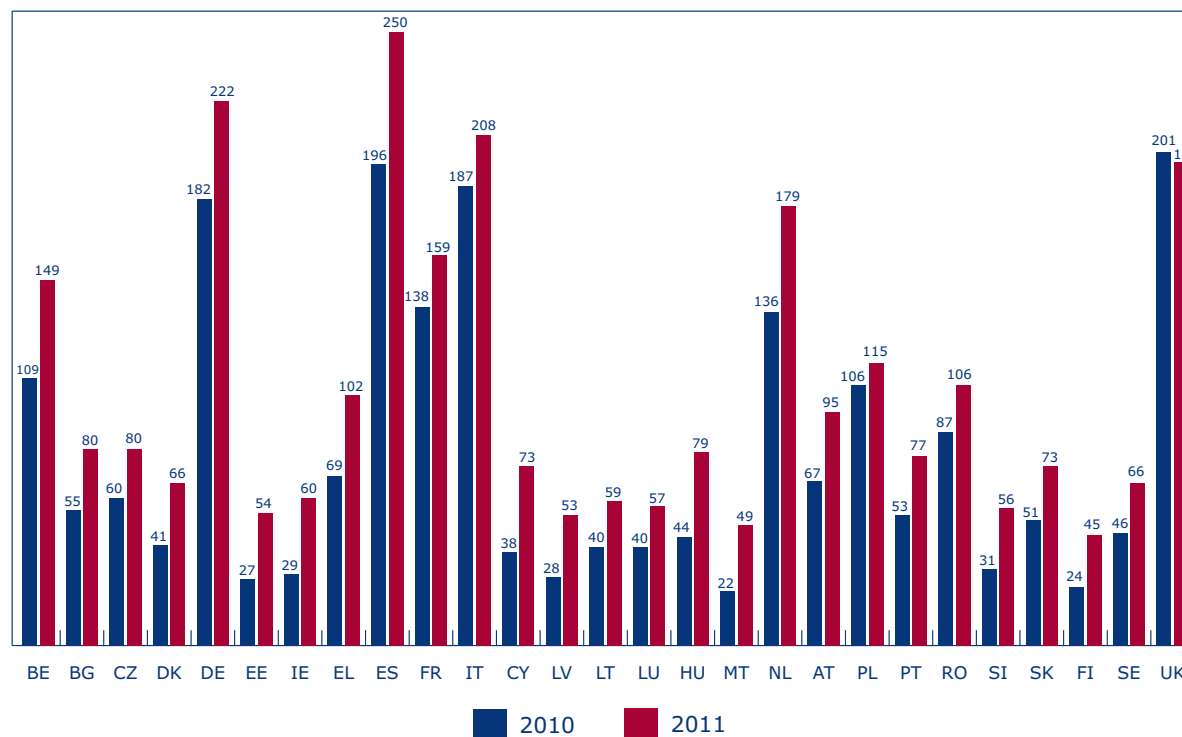
Le graphique, reproduit ci-contre, présente pour chaque État membre le nombre de demandes d'assistance, transmises par les autorités de ce pays, à Eurojust en 2010 et 2011.



## Graphique 8

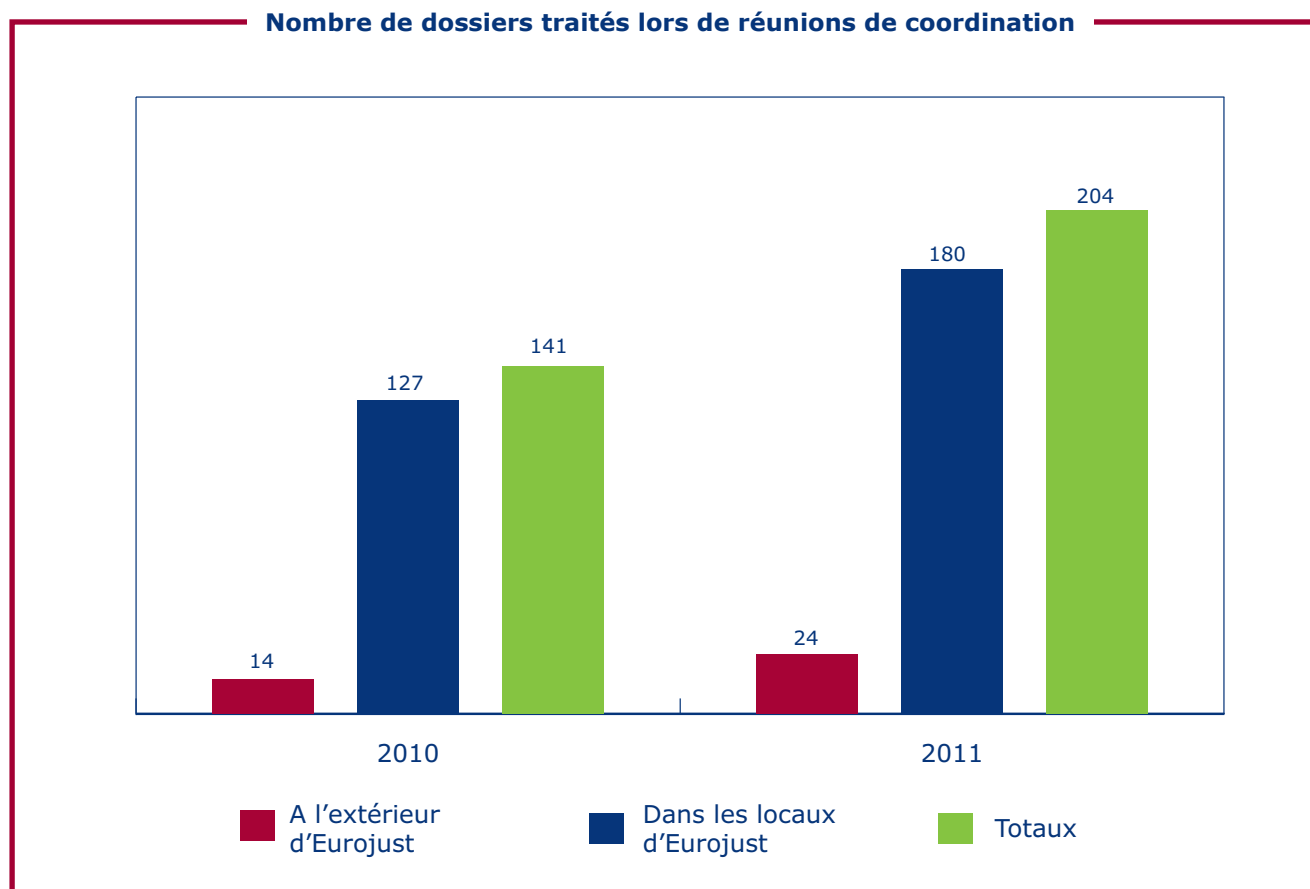
Le graphique, reproduit ci-contre, indique le nombre de fois où l'assistance des autorités de chaque État membre a été sollicitée par l'intermédiaire d'Eurojust en 2010 et 2011.

Dossiers d'Eurojust, pays requis



### Graphique 9

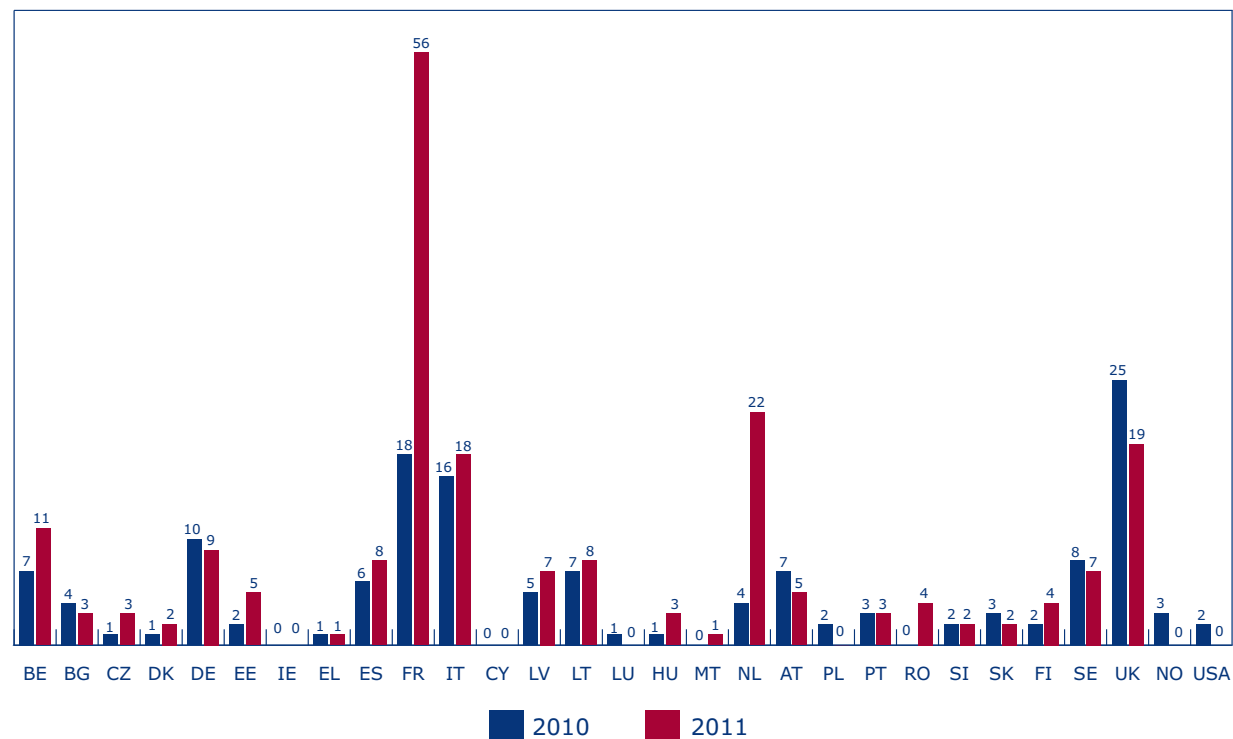
Le graphique, présenté ci-contre, indique le nombre de dossiers ayant nécessité une réunion de coordination. Les réunions de coordination se tiennent habituellement dans les locaux d'Eurojust, à La Haye ; elles peuvent toutefois être organisées, dans des cas particuliers, dans un État membre ou un État tiers.



## Graphique 10

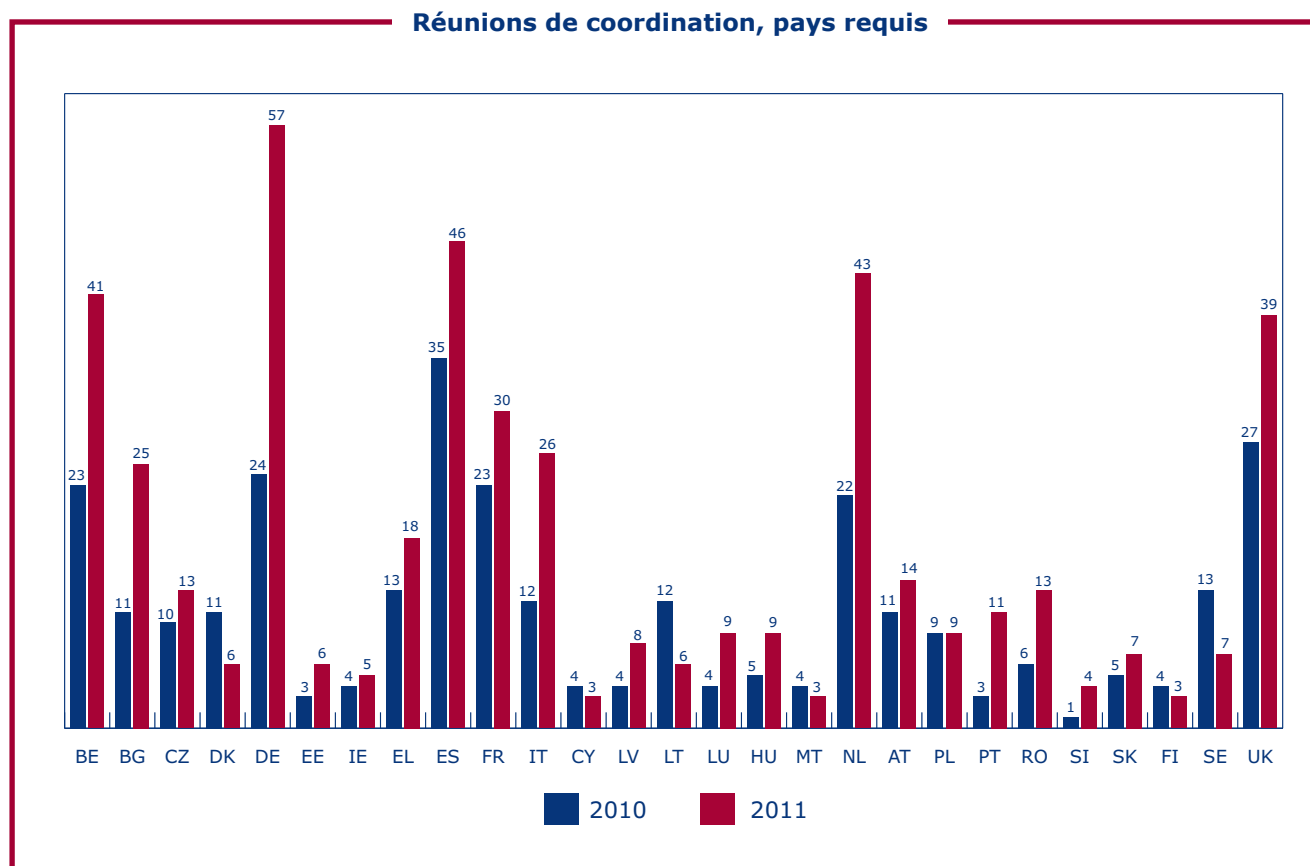
Le graphique, reproduit ci-contre, indique, pour chaque État membre ou État tiers, le nombre de dossiers ayant nécessité une réunion de coordination suite à une demande d'assistance émanant des autorités judiciaires de ce pays.

### Réunions de coordination, pays requérants



Graphique 11

Le graphique, reproduit ci-contre, révèle pour chaque État membre, le nombre de réunions de coordination auxquelles les autorités de ce pays ont participé, à la demande des autorités d'un autre pays.





*Bâtiment « Haagse Veste 1 » d'Eurojust*

Tous droits réservés. La reproduction ou l'utilisation de tout ou partie de cette publication sous toute forme ou par tous moyens, graphiques, électroniques ou mécaniques, y compris la photocopie, l'enregistrement ou des systèmes de stockage et de récupération d'informations, est interdite sans l'autorisation d'Eurojust.

Crédits photos :

Joannes Thuy, Leen De Zutter et Jacalyn Birk, Eurojust  
Michel Mees, La Haye  
Zollkriminalamt, Cologne, Allemagne

© 2012 Eurojust